



PROGRAMME  
DE FORMATION  
**2018**



INSTITUT DU FMI   
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS





# MESSAGE DE LA DIRECTRICE

L'an dernier, l'Institut pour le développement des capacités a réaménagé son cursus de formations extérieures pour répondre à l'évolution des besoins des pays membres en offrant des cours clairement agencés, centrés sur une analyse pratique des politiques économiques et dotés d'objectifs d'apprentissage bien définis.

Je me réjouis de constater que les avis sont jusqu'à présent très positifs, et nous veillerons à ce que notre panoplie de cours continue de s'adapter aux besoins des pays membres en s'intégrant à la mission de surveillance et d'appui financier du FMI.

Outre que le contenu des formations a été remanié, les supports ont gagné en flexibilité, de sorte que nos activités ont un effet plus marqué et sont mieux à même de répondre à une demande qui ne cesse de progresser. **POUR ATTEINDRE NOS OBJECTIFS, NOUS NOUS APPUYONS SUR TROIS FORMULES** : présentielle, en ligne et sur mesure.

Les **FORMATIONS PRÉSENTIELLES**, dispensées par le biais d'un réseau grandissant de centres et programmes régionaux, restent au cœur de nos activités. Elles offrent l'atout de la facilité d'accès, encouragent l'apprentissage entre pairs et permettent de mieux cerner les problématiques régionales. Je suis heureuse d'annoncer que le Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud (SARTTAC), notre premier centre de développement des capacités entièrement intégré, a ouvert ses portes en 2017 pour mieux desservir les pays membres de la région.

Nous continuons d'offrir, comme complément de nos formations présentielles, des **COURS EN LIGNE OUVERTS À TOUS** (MOOC) sur la plateforme edX. Répondant au souci d'élargir la portée de nos activités de développement des capacités grâce à la mise en valeur des technologies modernes, ces cours sont gratuitement mis à la disposition des fonctionnaires des pays membres et du grand public en général. Nous entendons développer notre programme en ligne en ajoutant de nouveaux cours et en travaillant dans des langues autres que l'anglais. En 2017, nous avons lancé notre premier cours en arabe.

Nous proposons également des **FORMATIONS SUR MESURE**, fondées sur notre cursus, mais sensibles aux particularités nationales ou à des besoins institutionnels précis. La nature modulaire de notre nouvelle panoplie de cours nous permet d'adapter nos produits plus facilement pour répondre aux besoins de différents pays ou institutions dans des domaines allant de la programmation et politiques financières ou bien encore des diagnostics macroéconomiques à des aspects plus techniques tels que l'analyse et prévision modélisées de la politique monétaire ou l'analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide de modèles DSGE. Cette formation sur mesure exige souvent un travail conjoint avec des groupes bien définis (des « cohortes » ou les services d'une unité particulière) à intervalles réguliers pour pérenniser certaines aptitudes ou améliorer les capacités décisionnelles d'une institution donnée.

Je suis heureuse d'annoncer que le FMI a adopté le dispositif de gestion axée sur les résultats pour toutes ses activités de renforcement des capacités, et nous avons mis en place un nouveau cadre d'évaluation commun pour renforcer notre travail d'évaluation, lui donner plus de cohérence et accroître les possibilités de comparaison. Dans cette perspective, l'IDC a défini des objectifs d'apprentissage pour chacun des cours du cursus que vous trouverez dans notre catalogue. Nous continuerons d'utiliser des questionnaires de fin de cours et de proposer des tests au début et à la fin des formations pour évaluer les progrès dans la réalisation de ces objectifs et mesurer l'apprentissage.

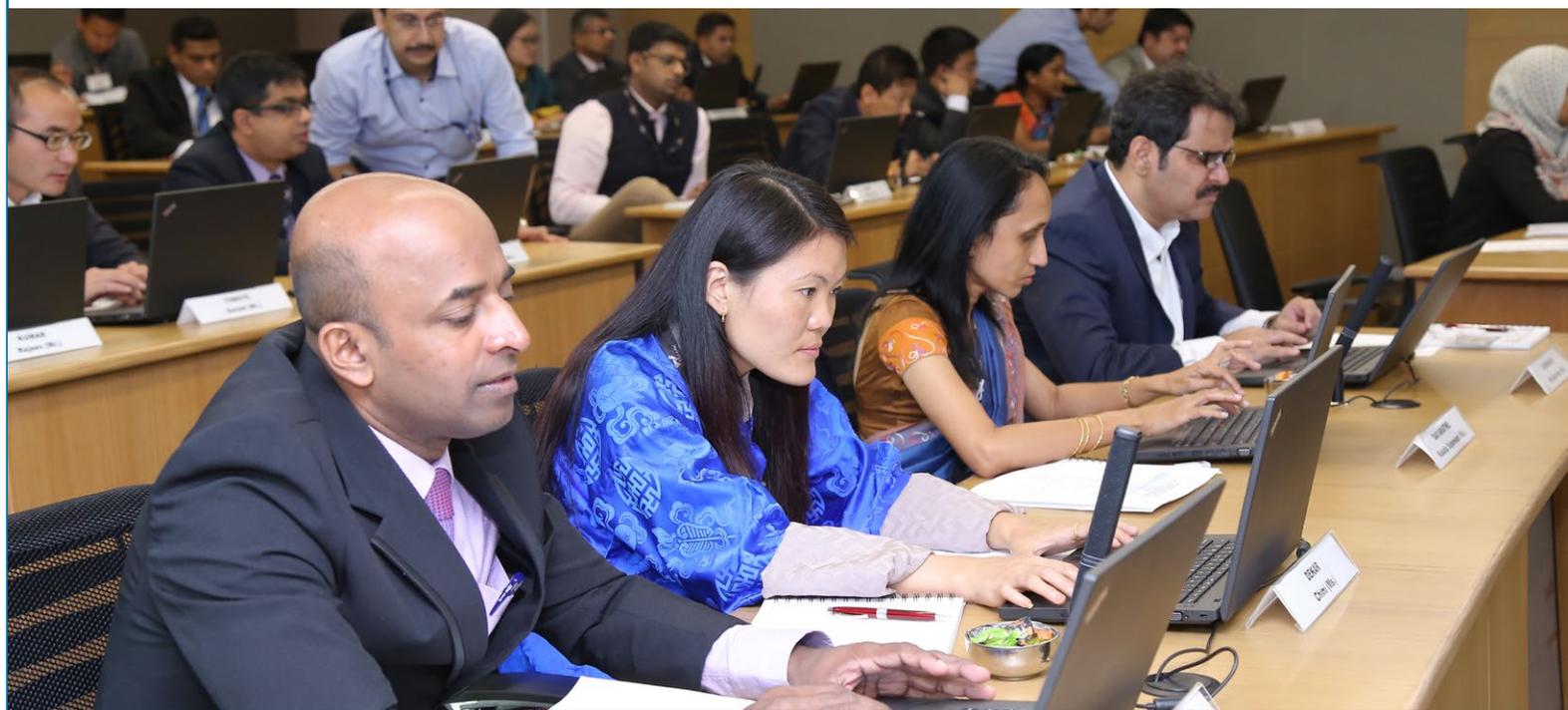
J'ai enfin le plaisir d'ajouter que nous avons mis à jour la version en ligne de notre catalogue, dans l'intérêt des usagers et pour fournir davantage d'informations sur les nouveaux cours, les thèmes, les sites et les calendriers. Je vous encourage à consulter le catalogue en ligne dans sa version remaniée à l'adresse [www.imf.org/institute](http://www.imf.org/institute). Je vous invite aussi à nous suivre sur Facebook et Twitter pour obtenir les informations les plus récentes sur notre travail de développement des capacités.

Les cours que nous entendons offrir en 2018 sont le fruit d'un travail d'équipe qui, bien sûr, fait intervenir l'Institut et les autres départements du FMI, mais qui s'appuie également sur un solide partenariat avec de nombreuses autres institutions multilatérales et bailleurs de fonds bilatéraux. Ces partenariats nous permettent de répondre à la demande sans cesse grandissante dont fait l'objet notre travail de formation.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude aux pays membres et aux institutions qui apportent leur soutien financier aux activités de développement des capacités du FMI, qu'il s'agisse d'assistance technique ou du programme de formation de l'Institut.

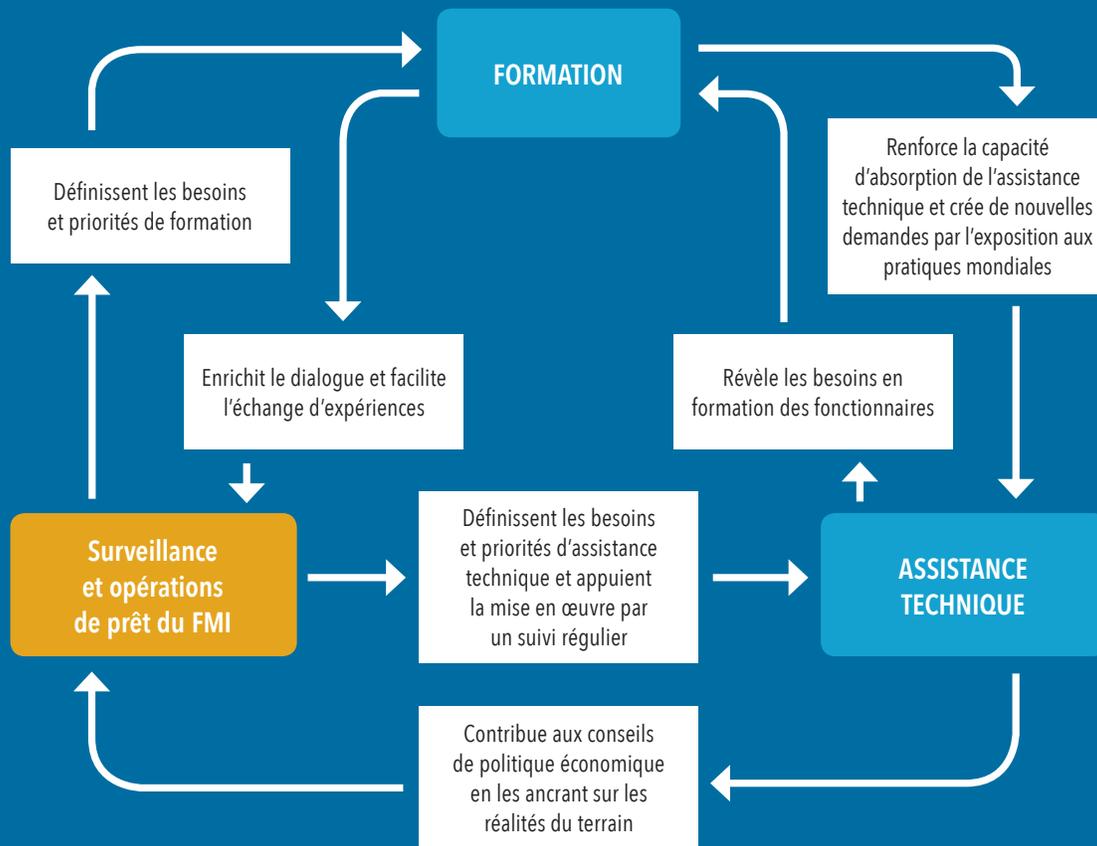


Sharmini Coorey  
Directrice, Institut pour le développement des capacités  
Fonds monétaire international



# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	5
<b>GUIDE DE L'UTILISATEUR</b> .....	6
<b>PROGRAMMES DE FORMATION À WASHINGTON ET DANS LES CENTRES ET PROGRAMMES RÉGIONAUX</b> .....	7
▶ Siège du FMI	
▶ Cours de formation interne en économie (FIE)	
▶ Enseignement en ligne (EL)	
Centres de formation régionaux .....	10
▶ IFA : Institut de formation pour l'Afrique	
▶ CICDC : Centre de développement des capacités Chine-FMI	
▶ CEF : Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient	
▶ IMV : Institut multilatéral de Vienne	
▶ SARTTAC : Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud	
▶ IRS : Institut régional FMI-Singapour	
Programmes régionaux de formation .....	13
▶ CFB : Centre de formation régional pour l'Amérique latine au Brésil	
▶ PFG : Programme de formation de Géorgie	
▶ AF : autres formations	
Tableau de progression .....	14
<b>DESCRIPTION DES COURS</b> .....	15
▶ Politiques relatives au secteur financier .....	16
▶ Politique budgétaire .....	19
▶ Analyse macroéconomique générale .....	21
▶ Questions juridiques .....	25
▶ Statistiques macroéconomiques .....	28
▶ Politiques monétaires, de change et du compte de capital .....	35
▶ Secteur monétaire et financier .....	38
▶ Évaluation des sauvegardes .....	42
▶ Cours spécialisés .....	43
▶ Questions spécialisées de finances publiques .....	46
<b>DIRECTIVES EN MATIÈRE DE SÉLECTION ET PARRAINAGE</b> .....	49
<b>THÈMES DES COURS</b> .....	50



La formation est intégrée aux activités primordiales du FMI





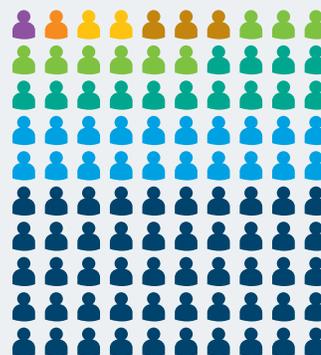
## INTRODUCTION

Le développement des capacités est une mission primordiale du Fonds monétaire international (FMI). L'Institut du FMI pour le développement des capacités (l'IDC) organise les cours de formation décrits ci-après et en assure directement une grande partie. En collaboration avec les centres et programmes régionaux de formation, il administre en outre les cours dispensés par d'autres départements du FMI. Les formations offertes couvrent un large éventail de sujets relevant des domaines de compétence du FMI, et notamment des cours spécialisés donnés par les Départements des finances publiques, des statistiques, des marchés monétaires et de capitaux et par les Départements juridique et financier. Les cours sont dispensés plusieurs fois par an et sur différents sites à travers le monde.

L'IDC aménage en permanence son programme et crée de nouveaux cours pour s'adapter à l'évolution des besoins des fonctionnaires des pays membres et pour tenir compte des nouveautés en matière d'analyse économique. L'expansion des centres et des programmes régionaux de formation facilite grandement ce travail et permet à l'IDC d'augmenter sa capacité de formation. L'IDC peut en outre adapter ses formations à la situation ou aux besoins institutionnels particuliers d'un pays membre.

Le programme de formation en ligne de l'IDC complète les formations en présentiel et les rend plus accessibles aux fonctionnaires des pays membres. Il a en outre transposé à plus grande échelle les formations pour les ouvrir à d'autres participants, ainsi que le montre clairement le graphique ci-contre.

- 1% Journalistes/Professionnels des médias
- 1% Ingénieurs
- 2% Universitaires
- 3% Économistes/Analystes
- 9% Chercheurs
- 14% Étudiants
- 20% Autres
- 50% Fonctionnaires



**NOMBRE DE PARTICIPANTS  
PAR PROFESSION**  
(Novembre 2013–juin 2017)

# GUIDE DE L'UTILISATEUR

Cette brochure donne un aperçu des types de formation que le FMI offre aux fonctionnaires des pays membres, à son siège à Washington ou dans ses centres régionaux de formation. Elle décrit en outre chacun des sites de formation et contient des informations sur les dispositions administratives à l'intention des participants.

La présente brochure complète, sans les remplacer, les catalogues publiés par les centres régionaux de formation. Les calendriers des cours de l'IDC sont publiés en ligne à l'adresse [www.imf.org/institute](http://www.imf.org/institute) au fur et à mesure qu'ils sont programmés, et tout changement ou complément d'information y est signalé en temps opportun.

► **FORMATIONS AU SIÈGE ET AUX CENTRES RÉGIONAUX** : Cette section décrit chacun des principaux sites de formation dont dispose l'IDC : le siège du FMI, à Washington, et les centres et programmes régionaux. Dans chaque cas, elle donne la liste des pays admis à participer, la marche à suivre pour se connecter au site Internet du centre concerné et postuler pour un cours (le cas échéant) et, enfin, les coordonnées des personnes à contacter. Pour certains cours, des services d'interprétation existent dans une deuxième langue, indiquée dans les calendriers en ligne. Il est indispensable que les participants aient une connaissance suffisante de la langue dans laquelle le cours est donné ou interprété.

► **TABLEAU DE PROGRESSION** : Cette section présente à titre illustratif, sous forme de diagramme, les différents parcours que peuvent suivre les participants aux cours offerts par l'IDC.

► **DESCRIPTION DES COURS** : Cette section décrit tous les cours programmés selon une présentation par thème. Outre les objectifs, la teneur et la structure de chaque cours, elle indique à qui il s'adresse et précise les aptitudes attendues des participants.

► **SÉLECTION ET PARRAINAGE** : Cette section contient des renseignements sur les critères d'admissibilité et les modalités de sélection.

► **TABLEAU DES THÈMES** : Ce tableau présente de manière claire les principaux thèmes abordés dans les cours.

Pour le calendrier des cours et les délais de dépôt des candidatures, veuillez consulter le site Web de l'IDC à l'adresse [www.imf.org/institute](http://www.imf.org/institute), ainsi que les sites Web des centres régionaux de formation :

► Institut de formation pour l'Afrique  
<http://www.imfati.org>

► Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient  
<http://www.cef.imf.org>

► Institut multilatéral de Vienne  
<http://www.jvi.org>

► Centre de formation et d'assistance technique en Asie du Sud  
<https://www.sarttac.org>

► Institut régional FMI-Singapour  
<http://www.imfsti.org>



# Programmes de formation à Washington et dans les centres et programmes régionaux



**Cette section décrit les programmes de formation offerts par l'IDC à son siège, à Washington (HQ), et dans chacun des centres régionaux de formation (CRF) et programmes régionaux de formation.**

Pour chacun, elle décrit le processus de sélection des participants et donne des renseignements utiles sur les sites Web et les personnes à contacter. Les sections sur les cours sont classées par thème, et on en trouvera ci-après une description.

Cette brochure ne comporte pas d'informations sur les formations du FMI qui ne sont ni assurées ni coordonnées par l'IDC; elle ne contient pas non plus de renseignements sur les cours dispensés dans les CRF par d'autres organisations.

## Siège du FMI

La plupart des formations offertes au siège, à Washington, sont dispensées en anglais, mais certains cours sont proposés en anglais, arabe, espagnol et français. Ces formations s'adressent pour l'essentiel à un public mondial.

**PAYS ADMISSIBLES :** Les participants peuvent provenir de la plupart des pays membres du FMI, encore que certains pays ne soient pas admis à bénéficier de l'assistance technique de l'institution. Pour vérifier plus d'informations, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

Les formulaires de candidature peuvent être téléchargés aux adresses suivantes : [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply) pour les cours en anglais et en arabe, [www.imf.org/ins/candidature](http://www.imf.org/ins/candidature) pour les cours en français et [www.imf.org/ins/solicitud](http://www.imf.org/ins/solicitud) pour les cours en espagnol. Pour les cours sur invitation, le message d'invitation comportera un lien vers le formulaire d'inscription en ligne. Les organismes ayant un intérêt particulier pour certains des cours sont invités à adresser un courriel à [icdtas@imf.org](mailto:icdtas@imf.org).

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles à l'adresse [www.imf.org/institute/all-locations](http://www.imf.org/institute/all-locations). L'IDC n'accepte pas les demandes de candidature et de nomination sur papier. Les formulaires de candidature en ligne pour les cours en arabe doivent être rédigés en anglais.

### COORDONNÉES

M. Sean M. Culhane  
Chief, Operations Management Division  
Institute for Capacity Development  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : +1 202 623-6660  
Télécopieur : +1 202 623-6490  
Courriel : [icdtas@imf.org](mailto:icdtas@imf.org)



## Cours de formation interne en économie (FIE)

L'IDC organise au siège du FMI, à Washington, une formation interne en économie (FIE) à l'intention des économistes du FMI, auxquels il offre des cours de courte durée et des séminaires d'une demi-journée afin qu'ils tiennent à jour leurs compétences analytiques.

**PAYS ADMISSIBLES :** Bien que cette formation soit conçue essentiellement pour le personnel du FMI, un nombre limité de fonctionnaires des pays membres peuvent assister à certains cours de plusieurs jours à condition qu'ils prennent en charge leurs frais personnels. Tous les cours sont dispensés en anglais, et aucun service d'interprétation n'est fourni.

L'IDC sélectionne les pays qui seront invités à participer aux cours. Pour vérifier plus d'informations sur les conditions d'admissibilité, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

Le formulaire de candidature peut être téléchargé à l'adresse [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply).

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles à l'adresse [www.imf.org/institute/all-locations](http://www.imf.org/institute/all-locations).

### COUS FIE OUVERTS AUX PAYS ADMISSIBLES

#### Économétrie

- ▶ Économétrie pour macroéconomistes utilisateurs de Stata
- ▶ Formulation, estimation et analyse à l'aide de modèles DSGE
- ▶ Modélisation et prévisions macroéconomiques à l'aide de EViews
- ▶ Modélisation et prévisions macroéconomiques à l'aide de R-Studio
- ▶ Spécification, résolution et estimation de modèles d'équilibre général dynamique et stochastique (DSGE) : une introduction générale

#### Macroéconomie

- ▶ Conception d'une politique de croissance
- ▶ Modélisation de politique macroprudentielle pour les économies ouvertes
- ▶ Modélisation macroéconomique et frictions financières

### COORDONNÉES

M<sup>me</sup> Pearl Acquaaah Smith-Mensah  
Chief, Economics Training  
Management Section  
Institute for Capacity Development  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : +1 202 623-6447  
Courriel : [icdco@imf.org](mailto:icdco@imf.org)



## Enseignement en ligne (EL)

Le programme d'enseignement en ligne (EL) a pour vocation de compléter le volet du programme de formation résidentiel de l'IDC. Les formations de l'IDC sont appelées à devenir un «enseignement pluriel» où les participants doivent passer par des modules interactifs en ligne avant de participer à une formation présentielle. Les cours en ligne sont également des formations à part entière. Tous les cours en ligne sont offerts en anglais, et certains le sont aussi en français, espagnol, russe ou arabe.

Ces cours en ligne combinent des enregistrements vidéo de conférences, des questionnaires interactifs et des exercices pratiques. Ils comprennent un forum de discussion permettant aux participants de nouer des relations et d'échanger des points de vue sur le contenu des cours. Les devoirs hebdomadaires seront notés par ordinateur et soumis à des délais stricts, mais les participants peuvent travailler à leur propre rythme pendant chaque semaine. Le programme en ligne présente comme avantage important de pouvoir offrir des cours à tous les fonctionnaires intéressés, sans limitation du nombre de participants. Certains cours sont ouverts au grand public sous forme de cours en ligne ouverts à tous (MOOC). Chaque entrée indiquera le public visé. Les fonctionnaires peuvent choisir de s'inscrire à des cours en ligne ouverts à tous, ou à des cours qui leur sont spécialement destinés.

**PAYS ADMISSIBLES :** Tous les pays membres du FMI à l'exception de ceux, peu nombreux, qui ne sont pas admis à bénéficier de l'assistance technique de l'institution. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** Les cours en ligne sont offerts gratuitement et sont ouverts à tous les fonctionnaires quel que soit leur organisme. Toutes les personnes qui s'inscrivent seront admises à participer au cours : il n'y a pas de limite par pays ou organisme. Des informations sur le parrain sont demandées lors de l'inscription en ligne, mais une approbation formelle n'est pas nécessaire.

**DÉPÔT DES CANDIDATURES :** Le formulaire de candidature est accessible à [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply).

Les cours en ligne exigent une connexion Internet fiable et peuvent également nécessiter des logiciels tels que Microsoft Excel ou EViews (pour lequel une licence temporaire sera mise à disposition).

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles à l'adresse [www.imf.org/institute-online](http://www.imf.org/institute-online). Veuillez consulter souvent le catalogue en ligne, car de nouveaux cours sont ajoutés régulièrement. Pour tout renseignement complémentaire sur le programme de cours en ligne du FMI, veuillez consulter le site Web du programme à l'adresse [www.imf.org/moocs](http://www.imf.org/moocs).

### COORDONNÉES

M<sup>me</sup> Ellen Nedde  
Chief, Online Learning Unit  
Institute for Capacity Development  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : +1 202 623-6447  
Télécopieur : +1 202 623-6490  
Courriel : [icdtas@imf.org](mailto:icdtas@imf.org)



# Centres de formation régionaux



## IFA : Institut de formation pour l'Afrique

En collaboration avec les gouvernements de Maurice, de la Chine, de la Corée et de l'Australie, et avec le concours financier des pays bénéficiaires (Seychelles, Angola et Togo), depuis juin 2013 l'IDC et d'autres départements du FMI offrent des cours en gestion macroéconomique et politiques financières à l'IFA, à Maurice. Ces cours sont à la disposition des fonctionnaires de 45 pays membres d'Afrique subsaharienne. Les cours sont dispensés en anglais et en français.

**PAYS ADMISSIBLES :** Pour vérifier l'admissibilité des pays, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** Les cours sont principalement offerts par dépôt de candidature parrainée par les supérieurs hiérarchiques des candidats. Pour les cours offerts sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI concerné.

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles aux adresses <http://www.imfati.org/> et <http://imf.smartcatalogiq.com/Current/Catalog/Mauritius-ATI>.

### COORDONNÉES

M<sup>me</sup> Effie Psalida  
Directrice  
Institut de formation pour l'Afrique  
Bramer House, 7th Floor  
Ebène, Maurice  
Téléphone : +230 401-2500  
Courriel : [aticom@imf.org](mailto:aticom@imf.org)  
Site Internet : <http://www.imfati.org>

## CICDC : Centre de développement des capacités Chine–FMI

Le FMI et la Banque populaire de Chine ont établi un nouveau centre pour contribuer au renforcement des institutions et des capacités humaines dans les sphères de compétences primordiales du FMI. Il s'adresse aux fonctionnaires de la Chine et des pays associés à l'initiative «Belt and Road» (Nouvelle Route de la soie), qui a pour vocation de promouvoir la connectivité et la coopération entre pays eurasiens. Le 14 mai 2017, le Gouverneur de la Banque populaire de Chine et la Directrice générale du FMI ont signé un protocole d'accord portant sur la création d'un nouveau Centre de développement des capacités Chine–FMI (CICDC). Par le biais de formations pratiques et d'ateliers, le CICDC aidera les fonctionnaires chinois à mettre en place des institutions performantes et à définir des politiques avisées. Les pays associés à l'initiative de la Nouvelle Route de la soie pourront prendre part aux cours et ateliers du CICDC sur des questions connexes. Le nouveau centre aura son siège à Pékin, et il mènera des activités en Chine et dans d'autres pays.

Pour obtenir plus de renseignements sur le CICDC, veuillez consulter <https://www.imf.org/institute>.



## CEF : Centre d'études économiques et financières FMI–Moyen-Orient

Le CEF, financé par le gouvernement du Koweït, a lancé ses activités en 2011. Le CEF organise et anime des cours à l'intention des fonctionnaires des pays membres de la Ligue arabe en collaboration avec l'IDC, d'autres départements du FMI (financier, juridique, finances publiques, marchés monétaires et de capitaux, études et statistiques) et d'autres organisations comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La mission primordiale du CEF est de constituer des capacités régionales dans l'analyse et le diagnostic économiques, et la formulation et la mise en œuvre de politiques économiques et financières performantes. Le FMI est le principal intervenant en gestion macroéconomique et financière. En dehors des principaux domaines de compétence du FMI, la formation est assurée par d'autres institutions. Conformément à son objectif d'étroite collaboration avec les institutions de la région, le CEF assure chaque année des formations conjointes avec le Fonds monétaire arabe à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis et dans d'autres pays arabes, ainsi qu'avec Bank Al-Maghrib, à Rabat (Maroc). Les cours sont dispensés en arabe ou en anglais (généralement avec interprétation en arabe). Le CEF anime également des conférences, des colloques et des séminaires pour favoriser une vaste réflexion sur des défis pressants de politique économique auxquels est confronté le monde arabe.

**PAYS ADMISSIBLES :** Pays de la Ligue arabe. Pour plus de détails, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** La participation aux cours se fait principalement par dépôt de candidature. Dans le cas des cours offerts uniquement sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics après réception de la lettre d'invitation du Directeur du CEF.

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles aux adresses [www.cef.imf.org](http://www.cef.imf.org) et <http://imf.smartcatalogiq.com/en/current/Catalog/Kuwait-CEF>.

### COORDONNÉES

M. Oussama Kanaan  
Directeur  
IMF–Middle East Center for  
Economics and Finance  
The Symphony Style Building  
Salem Al Mubarak St., Salmiya  
P.O. Box 273 / Salmiya, 22003, Koweït  
Téléphone : +965 2224-5109 /  
+965 2224-5103  
Télocopieur : +965 2224-5055  
Courriel : [cefinfo@imf.org](mailto:cefinfo@imf.org)  
Site Internet : <http://www.cef.imf.org>

## IMV : Institut multilatéral de Vienne

L'IDC organise des cours à l'IMV, en Autriche, à l'intention des fonctionnaires des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale, ainsi que d'autres pays. Créé en 1992, il bénéficie actuellement de l'appui de deux chefs de file : l'Autriche (représentée par le Ministère fédéral des finances et la Banque nationale d'Autriche) et le FMI; de cinq donateurs : la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC); et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux. Depuis la fin de 2007, la Commission européenne (CE) a le statut d'observateur. En 2009, l'IDC a commencé à élargir son offre à l'IMV en proposant davantage de formations approfondies en macroéconomie et en finance.

**PAYS ADMISSIBLES :** Pour vérifier l'admissibilité des pays, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** La participation aux cours se fait principalement par dépôt de candidature. Dans le cas des cours offerts uniquement sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI responsable du cours.

**DÉPÔT DES CANDIDATURES :** Le formulaire de candidature en ligne est accessible à l'adresse [www.ins.imf.org](http://www.ins.imf.org).

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles aux adresses [www.jvi.org](http://www.jvi.org) et <http://imf.smartcatalogiq.com/current/Catalog/Austria-JVI>.

### COORDONNÉES

M. Thomas Richardson  
Directeur  
Joint Vienna Institute  
Mariahilfer Strasse 97  
A-1060 Vienne  
Autriche  
Téléphone : +43 (1) 798-9495  
Courriel : [jvi@jvi.org](mailto:jvi@jvi.org)  
Site Internet : <http://www.jvi.org>



## SARTTAC : Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud

Le Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud a ouvert ses portes en janvier 2017 à Delhi (Inde) pour répondre aux besoins de formation et d'assistance technique de la région. Premier centre qui intègre pleinement les activités de formation et d'assistance technique, il sert de modèle aux futurs travaux du FMI en matière de développement des capacités. Le SARTTAC devrait devenir le point de convergence pour la planification, la coordination et la mise en œuvre des activités du FMI de développement des capacités dans l'ensemble de l'Asie du Sud.

**PAYS ADMISSIBLES :** Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal et Sri Lanka.

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** La participation aux cours se fait principalement par dépôt de candidature. Dans le cas des cours offerts uniquement sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI responsable du cours.

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles aux adresses [www.sarttac.org/](http://www.sarttac.org/) et <http://imf.smartcatalogiq.com/en/current/Catalog/India-SAT>.

### COORDONNÉES

M. Sukhwinder Singh  
Directeur  
South Asia Training and  
Technical Assistance Center  
6th Floor, Worldmark 2 Building  
Aerocity, New Delhi 110037  
Inde  
Téléphone : +91 011 4928-1000  
Courriel : [SARTTAC@imf.org](mailto:SARTTAC@imf.org)  
Site Internet : <http://www.sarttac.org>

## IRS : Institut régional FMI–Singapour

En collaboration avec le gouvernement de Singapour, l'IDC organise des cours destinés aux fonctionnaires des pays de la région Asie–Pacifique à l'IRS, qui a ouvert ses portes en 1998.

**PAYS ADMISSIBLES :** Pour vérifier l'admissibilité des pays, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** La participation aux cours se fait principalement par dépôt de candidature. Dans le cas des cours offerts uniquement sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI responsable du cours.

**DÉPÔT DES CANDIDATURES :** Le formulaire de candidature en ligne est accessible à l'adresse [www.imf.org/insapply](http://www.imf.org/insapply). Tout changement de calendrier sera indiqué sur le site Internet de l'IRS.

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles aux adresses [www.imfsti.org](http://www.imfsti.org) et <http://imf.smartcatalogiq.com/en/current/Catalog/Singapore-STI>.

### COORDONNÉES

M. Stephan Danninger  
Directeur  
IMF–Singapore Regional  
Training Institute  
10 Shenton Way  
MAS Building #14-03  
Singapore 079117  
Singapour  
Téléphone : +65 6225-5311  
Télécopie : +65 6225-6080  
Courriel : [stiinfo@imf.org](mailto:stiinfo@imf.org)  
Site Internet : <http://www.imfsti.org>

# Programmes régionaux de formation



## CFB : Centre de formation régional pour l'Amérique latine au Brésil

Le CFB a été créé en 2001 à l'initiative du gouvernement brésilien et du FMI. En juin 2013, la Banque centrale du Brésil et le FMI ont signé un protocole d'accord, en vertu duquel l'université de la Banque centrale du Brésil accueillerait le siège du CFB. Les cours sont en général donnés en anglais et en espagnol à l'intention de fonctionnaires pour la plupart originaires d'Amérique latine.

**PAYS ADMISSIBLES :** Pour vérifier l'admissibilité des pays, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** La participation aux cours se fait principalement par dépôt de candidature. Dans le cas des cours offerts uniquement sur invitation, les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI responsable du cours.

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/current/Catalog/Brazil-BTC>.

### COORDONNÉES

M<sup>me</sup> Juliana Mozachi Sandri  
Directrice  
Central Bank of Brazil University (UniBC)  
SCES Trecho 2, conjunto 31  
lotes 1A/1B Universidade Banco Central  
CEP: 70200-002, Brasília, DF  
Brésil  
Téléphone : +55 61 3414-5082  
Télécopie : +55 61 3414-5144  
Courriel : [juliana.mozachi@bcb.gov.br](mailto:juliana.mozachi@bcb.gov.br)

## PFG : Programme de formation de Géorgie

Le FMI et le Ministère des finances de la Géorgie, en coopération avec l'IMV, ont mis en place le Programme de formation de Géorgie afin de renforcer la formation offerte aux fonctionnaires de huit pays du Caucase et d'Asie centrale.

**PAYS ADMISSIBLES :** Pour vérifier l'admissibilité des pays, veuillez consulter [www.imf.org/institute/eligibility](http://www.imf.org/institute/eligibility).

**MODALITÉS DE SÉLECTION :** Les cours sont offerts uniquement sur invitation. Les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI responsable du cours.

**CALENDRIER :** Un calendrier actualisé et une description complète des cours sont disponibles à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/en/current/Catalog/Georgia-GT/>.

### COORDONNÉES

M<sup>me</sup> Tamar Japaridze  
Directrice  
Ministry of Finance Academy, Georgia  
10 Gorgasali St., Tbilisi, 0114,  
Géorgie  
Téléphone : (+995 32) 226-1026  
Courriel : [T.Japaridze@mof.ge](mailto:T.Japaridze@mof.ge)  
Site Internet : <http://www.mofacademy.ge/en/>

## AF : autres formations

Outre les cours dispensés au siège et dans les centres et programmes régionaux de formation, l'IDC offre des cours dans les centres régionaux d'assistance technique du FMI et sur d'autres sites, souvent en collaboration avec d'autres organismes de formation régionaux. Les cours sont dispensés en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en portugais. La capacité de l'IDC à offrir ces autres formations dépend dans une grande mesure de l'appui financier que lui apportent les hôtes et les partenaires.

Pour plus de détails sur les lieux et les calendriers, veuillez consulter la brochure en ligne de l'IDC à l'adresse <http://imf.smartcatalogiq.com/en/current/Catalog/Other-Training-OT>.

Les cours se déroulent généralement de manière à répondre aux besoins de formation régionaux ou sous-régionaux. Les descriptions des cours figurent dans la présente brochure. Les cours sont offerts uniquement sur invitation. Les candidatures sont présentées par des organismes publics à la demande du département du FMI responsable du cours.

# TABLEAU DE PROGRESSION

Le tableau ci-dessous énumère, par thème principal, les cours offerts dans le cadre du cursus remanié de l'IDC.

Il décrit à titre illustratif le parcours que pourraient suivre les participants pour évoluer du niveau d'introduction au niveau avancé sur chaque thème. Il signale par ailleurs les cours qui pourraient être pris comme point de départ pour passer ensuite aux thèmes abordés aux niveaux intermédiaire et avancé. Les cours qui ne sont offerts qu'en ligne sont indiqués par un «x» dans leur abréviation. Ce tableau de progression ne s'applique qu'aux cours dispensés par l'IDC. S'agissant des autres départements du FMI qui assurent des formations, il convient de se mettre directement en rapport avec eux pour obtenir une description de la progression de leur cursus.

THÈME	INTRODUCTION	INTERMÉDIAIRE	AVANCÉ
Analyse macroéconomique générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Programmation et politiques financières (PPF)</li> <li>▶ Cours en ligne sur la programmation et les politiques financières, première partie : analyse des comptes macroéconomiques (PPF.1x)</li> <li>▶ Cours en ligne sur la programmation et les politiques financières, deuxième partie : conception des programmes (PPF.2x)</li> <li>▶ Cours en ligne sur la prévision macroéconomique (PMx)</li> <li>▶ Cours en ligne sur les diagnostics macroéconomiques (DMx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Diagnostics macroéconomiques (DM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Analyse et prévisions macroéconomiques (APM)</li> <li>▶ Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE (DSGE)</li> </ul>
Politique budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Analyse des politiques budgétaires (APB)</li> <li>▶ Cours en ligne sur l'analyse de viabilité de la dette (AVDx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Cadres budgétaires (CB)</li> <li>▶ Viabilité budgétaire (VB)</li> </ul>	
Politiques monétaires, de change et du compte de capital		<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Politique monétaire (PM)</li> <li>▶ Politique de change (PC)</li> <li>▶ Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques (APM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (AMPM)</li> </ul>
Politiques relatives au secteur financier	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Cours en ligne sur l'analyse des marchés financiers (AMFx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Marchés et instruments financiers (MIF)</li> <li>▶ Développement financier et inclusion financière (DFIF)</li> <li>▶ Surveillance du secteur financier (SSF)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Politiques relatives au secteur financier (PSF)</li> </ul>
Thèmes particuliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Cours en ligne sur la réforme des subventions énergétiques (RSEx)</li> <li>▶ Cours en ligne sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPRx)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Croissance inclusive (CI)</li> <li>▶ Problématique économique de l'intégration régionale (PEI)</li> <li>▶ Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Diagnostic des vulnérabilités (DV)</li> </ul>

# DESCRIPTION DES COURS



Les cours du programme de formation de l'IDC du FMI sont assurés par l'IDC et les départements spécialisés. Le cursus de base des formations macroéconomiques et financières dispensées par l'IDC a été révisé. Ces formations sont complétées par des cours spécialisés offerts par d'autres départements du FMI. Les cours sont classés par ordre alphabétique pour chacun des thèmes couverts.

Pour les dernières informations sur le calendrier, veuillez consulter la brochure en ligne à l'adresse [www.imf.org/institute](http://www.imf.org/institute).

# POLITIQUES RELATIVES AU SECTEUR FINANCIER



## En ligne : Analyse des marchés financiers (AMFx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Le cours s'adresse en particulier aux agents de banques centrales, de ministères des finances et d'organismes de réglementation qui ont une expérience en macroéconomie et qui cherchent à améliorer leur expertise dans le domaine de la finance. Il se déroule en anglais.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une certaine connaissance des techniques de base en matière de statistiques et de probabilités. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base d'Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, offert par l'IDC, initie les participants aux techniques fondamentales d'analyse financière incluses dans l'arsenal des responsables de la politique économique. Ces outils servent à étudier les caractéristiques des divers instruments financiers et déterminer leur prix, à analyser les portefeuilles d'actifs et à se familiariser avec les bases de la gestion de risques. La maîtrise de ces outils est essentielle pour les participants qui souhaitent suivre des cours plus approfondis et plus stratégiques offerts par l'IDC dans les domaines financiers ou macrofinanciers. Ce cours couvre, entre autres thèmes, la détermination du cours des valeurs à revenu fixe et des actions, la structure par échéance des taux d'intérêt, la répartition et la diversification des actifs et une introduction à la gestion des risques.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Déterminer le prix d'un éventail d'actifs financiers (instruments du marché monétaire, obligations et actions) en appliquant le principe de valeur actuelle.
- ▶ Mesurer et comparer différents indicateurs de rendement des actifs financiers.
- ▶ Construire et estimer une courbe de rendement à partir d'informations aisément disponibles et utiliser diverses théories pour interpréter son comportement.
- ▶ Établir une corrélation entre les différences de valorisation de telle ou telle action ou de tel ou tel marché et les données fondamentales de l'économie.
- ▶ Construire un portefeuille optimal d'actifs risqués à l'aide de données rétrospectives sur leur rendement et évaluer les changements éventuels de sa composition du fait de l'évolution de la situation macroéconomique.

- ▶ Évaluer le risque de marché d'un investissement en calculant sa valeur à risque (VaR), sa VaR en période de tensions et la perte attendue, et évaluer l'exactitude des VaR passées à l'aide de contrôles *ex post*.

## Développement financier et inclusion financière (DFIF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des banques centrales ou des organismes publics qui interviennent dans la réglementation du secteur financier, la priorité étant donnée aux candidats qui travaillent sur des questions directement liées au développement financier et à l'inclusion financière.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir des notions de base en sciences économiques ou en finance, ou justifier d'une expérience équivalente. Des connaissances en économétrie sont utiles, mais pas obligatoires. Il est fortement recommandé aux participants d'avoir suivi préalablement le cours en ligne sur l'analyse des marchés financiers (AMFx). Ils doivent aussi être familiarisés avec les modèles fondamentaux de valorisation des emprunts et des participations.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par l'IDC, montre l'importance, sur le plan macroéconomique, du développement financier et de l'inclusion financière. Il commence par donner une analyse qui définit le rôle de la finance dans l'économie, et passe en revue les publications théoriques et empiriques sur l'effet de la finance sur les résultats macroéconomiques et la croissance. Il traite également des politiques visant à encourager le développement financier (politiques favorables au marché) et limiter ses effets éventuellement déstabilisants (politiques visant à mettre en valeur le marché). Il présente l'inclusion financière comme partie intégrante du développement financier, point de vue qui n'a reçu que récemment toute l'attention qu'il mérite, les débats ayant porté pendant de nombreuses années sur le concept et les indicateurs de profondeur financière. Ce cours examine les indicateurs actuellement utilisés pour mesurer l'inclusion financière, l'effet macroéconomique particulier de l'inclusion financière et les principales stratégies généralement adoptées.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Mesurer le degré de développement financier et d'inclusion financière d'un ou de plusieurs pays à l'aide d'une vaste gamme d'indicateurs standard.
- ▶ Déterminer les lacunes des divers indicateurs et reconnaître la nécessité éventuelle de recueillir des données microéconomiques plus détaillées.

- ▶ Utiliser un modèle analytique simple pour prévoir les résultats probables de différentes politiques.
- ▶ Évaluer les actions et les stratégies possibles de développement financier et d'inclusion financière d'un point de vue macroéconomique en recherchant les compromis potentiels et les obstacles éventuels.
- ▶ Formuler une stratégie visant à encourager le développement financier d'un pays, en tenant compte des conditions de départ et des liens entre le secteur financier et la macroéconomie.

## Marchés et instruments financiers (MIF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances et des organismes de réglementation financière intéressés par des questions financières plus approfondies que celles traitées dans le cours sur l'analyse des marchés financiers.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques ou en finances, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente. Ce cours exigeant une utilisation intensive des tableurs Microsoft Excel, les participants doivent en maîtriser l'utilisation. Il leur est fortement recommandé d'avoir suivi le cours en ligne sur l'analyse des marchés financiers (AMFx) ou de faire preuve de la connaissance de son contenu.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par l'IDC, vise à donner aux participants une base solide en matière d'instruments financiers, en allant plus loin que l'étude habituelle des obligations et des actions dans le cadre du cours AMFx. Après un bref tour d'horizon, le cours aborde les contrats à terme de gré à gré ou normalisés, les swaps et les contrats d'option, puis passe à une combinaison de ces instruments fondamentaux à l'aide d'applications pratiques. Une partie du temps est consacrée aux conséquences sur l'action publique, en particulier en matière de réglementation des marchés financiers. Pour étudier la question plus en détail, il est recommandé de suivre un cours spécialisé dans les politiques relatives au secteur financier. Des conférences initient à la théorie de base, et des ateliers ainsi que des études de cas permettent aux participants d'appliquer les techniques apprises et de vérifier s'ils comprennent bien comment et pourquoi certaines stratégies, ainsi qu'un usage impropre des instruments financiers, peuvent se traduire par de fortes pertes et créer une instabilité financière. Pour terminer, les participants prépareront des exposés sur une série de questions d'actualité précises sur les marchés financiers.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier et utiliser les éléments présentés permettant de construire des instruments financiers.
- ▶ Expliquer les mécanismes économiques qui sous-tendent différents instruments et marchés financiers.
- ▶ Utiliser des modèles de valorisation de base pour identifier l'éventualité de prix faussés et d'usages impropres des instruments financiers.
- ▶ Repérer les menaces à la stabilité financière liées aux marchés et aux instruments, à l'aide d'études de cas sur des crises financières passées.

- ▶ Tirer les enseignements de menaces à la stabilité financière survenues par le passé pour tenter d'éviter qu'elles se reproduisent.

## Politiques relatives au secteur financier (PSF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau débutant à supérieur participant à la définition des politiques du secteur financier, en particulier agents de banque centrale, d'organismes de réglementation financière et de tout organisme chargé de la surveillance micro- ou macroprudentielle.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques ou en finances, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente, posséder des connaissances de base de l'économétrie et être capables d'interpréter des résultats économétriques. Il est fortement recommandé aux participants d'avoir préalablement suivi le cours en ligne sur l'analyse des marchés financiers (AMFx) et d'avoir une connaissance pratique de Microsoft Excel. Il est aussi préférable qu'ils aient suivi le cours sur la surveillance du secteur financier (SSF), car il est important de comprendre et d'évaluer les risques sous-jacents du secteur financier pour élaborer des mesures d'atténuation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, commence par faire un tour d'horizon des modalités de transmission des risques au sein des secteurs financier et réel, et entre ces secteurs. Les participants étudient ensuite l'élaboration et les conséquences des politiques relatives au secteur financier qui visent à atténuer les facteurs de vulnérabilité, en commençant par la logique qui sous-tend les politiques micro- et macroprudentielles. Ils abordent également les phénomènes d'interaction entre les politiques macroéconomiques et les politiques prudentielles. Bien que ce cours traite particulièrement des stratégies préventives, il porte aussi sur les politiques visant à faire face aux situations de grande difficulté. Il alterne conférences, études de cas et ateliers pratiques, qui permettent aux participants d'expérimenter diverses stratégies afin d'évaluer leurs résultats prévus et fortuits et d'en débattre. Les personnes essentiellement intéressées par l'évaluation des risques se reporteront au cours sur la surveillance du secteur financier, dont c'est le thème central.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier les canaux de transmission des chocs entre le secteur financier et l'économie réelle, ainsi qu'au sein des systèmes financiers et entre eux.
- ▶ Analyser les politiques microprudentielles et macroprudentielles appropriées, leurs interactions probables avec d'autres politiques et les conséquences fortuites éventuelles.
- ▶ Recommander les outils macroprudentiels à même de prévenir et d'atténuer les risques systémiques et signaler des problèmes précis de mise en œuvre.
- ▶ Évaluer l'efficacité des politiques microprudentielles, macroprudentielles et de gestion des crises.

## Surveillance du secteur financier (SSF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau débutant à intermédiaire chargés de la surveillance du secteur financier, en particulier agents de banques centrales, d'organismes de réglementation financière et d'autres organismes intervenant dans la surveillance macroprudentielle.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en finances, de préférence au niveau master, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente. Ils doivent en outre avoir de bonnes aptitudes quantitatives et maîtriser les outils informatiques d'analyse des données. Il est fortement recommandé aux participants d'avoir suivi le cours en ligne sur l'analyse des marchés financiers (AMFx) avant de s'inscrire à ce cours. De nombreux ateliers exigeant l'utilisation de tableurs Microsoft Excel, il est important d'en connaître les bases.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'ICD, vise à initier les participants aux principaux concepts et outils employés dans l'analyse et l'atténuation des facteurs de vulnérabilité du secteur financier à partir desquels on peut construire des systèmes de surveillance. Il accorde une attention particulière à l'évaluation des principaux risques auxquels sont confrontés les banques et les établissements financiers non bancaires et leurs conséquences macroéconomiques. Il explique comment détecter une accumulation de vulnérabilités qui risquent de mettre en péril la stabilité financière et la façon dont elles peuvent se propager à d'autres secteurs de l'économie. Des conférences alternent avec des ateliers pratiques et permettent aux participants d'utiliser les techniques les plus modernes d'évaluation des risques.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Mesurer les principaux risques des banques (crédit, marchés, financement, etc.) et utiliser les indicateurs de bilan de la solidité financière des banques (par exemple qualité des actifs et liquidités), tels que les indicateurs de solidité financière du FMI, pour évaluer les risques du système bancaire.

- ▶ Élaborer et réaliser des tests de résistance mesurant la solvabilité et la liquidité et interpréter leurs résultats.
- ▶ Reconnaître l'importance des intermédiaires financiers non bancaires et leurs liens avec les banques.
- ▶ Évaluer les liens macrofinanciers (l'effet des cycles économiques sur la solidité des banques, par exemple), notamment les liens entre le secteur financier, le secteur public et l'économie réelle.
- ▶ Suivre l'accumulation des risques systémiques et des vulnérabilités liées au crédit, aux prix de l'immobilier, aux leviers financiers, aux asymétries du bilan et aux interdépendances.
- ▶ Déterminer comment les chocs peuvent s'amplifier à travers le système financier, par exemple par des spirales de liquidités, en suivant la nouvelle approche de la réglementation financière depuis la crise financière mondiale.



# POLITIQUE BUDGÉTAIRE



## En ligne : Analyse de viabilité de la dette (AVDx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Ce cours devrait intéresser particulièrement les agents de ministères des finances, d'organismes chargés de la dette, de banques centrales ou d'autres organismes publics qui jouent un rôle de consultation sur les politiques macroéconomiques et de la dette ou qui sont chargés de leur exécution. Le cours est dispensé en anglais et en espagnol.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques est utile. Il est essentiel et d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, proposé par l'IDC et le Département des finances publiques, le Département des études, le Département des marchés monétaires et de capitaux et le Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI, en collaboration avec la Banque mondiale, offre une vision complète de l'analyse de viabilité de la dette effectuée par le FMI et la Banque mondiale et de leur stratégie de gestion de la dette.

Ce cours est structuré sous forme de modules. Les participants peuvent le suivre en totalité et obtenir un certificat signé, ou en suivre un ou plusieurs modules. Les modules traitent des thèmes suivants :

- ▶ principaux concepts de la viabilité de la dette et le rôle des politiques macroéconomiques;
- ▶ viabilité de la dette des pays ayant un accès aux marchés;
- ▶ viabilité de la dette des pays à faible revenu;
- ▶ stratégie de gestion de la dette à moyen terme;
- ▶ analyse de viabilité de la dette (AVD) en période d'incertitude économique.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier différents types de dette et les dangers d'un endettement élevé.
- ▶ Décrire les principaux concepts de l'AVD.
- ▶ Préparer une AVD fondée sur les risques d'un pays ayant accès aux marchés financiers.
- ▶ Préparer une AVD d'un pays à faible revenu ayant une dette concessionnelle.
- ▶ Étudier les stratégies de gestion de la dette dans le cadre d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.
- ▶ Analyser les incertitudes qui entourent les AVD.

## Analyse des politiques budgétaires (APB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau débutant à supérieur souhaitant mieux comprendre la politique budgétaire et ses effets macroéconomiques.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir suivi un cours de macroéconomie au niveau pré-licence, ou posséder une expérience équivalente, et avoir des connaissances de base de la microéconomie et de l'économétrie.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par l'IDC, offre un aperçu des principaux concepts et techniques permettant d'analyser en quoi la politique budgétaire peut contribuer à assurer une stabilité macroéconomique et une croissance durable à long terme. Ce cours, sous forme de travaux pratiques, s'articule autour des éléments fondamentaux de l'analyse macrobudgétaire nécessaires pour analyser les politiques budgétaires. Il repose sur des données générales empiriques, des ateliers de travail sur Excel et des études de cas, et traite de questions particulières présentant un intérêt régional. Il s'adresse aux fonctionnaires qui souhaitent mieux comprendre en quoi la politique budgétaire influe sur l'économie et mieux maîtriser les outils d'analyse dans ce domaine.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Analyser le rôle de la politique budgétaire dans la réalisation des principaux objectifs du gouvernement tels que la macrostabilité, l'équité, l'efficacité et la croissance durable à long terme.
- ▶ Utiliser les outils et techniques acquis pour évaluer l'orientation de la politique budgétaire, les multiplicateurs budgétaires et la viabilité de la dette.
- ▶ Analyser les principaux concepts et pratiques optimales essentiels à la politique fiscale et à la politique de dépenses publiques.

## Cadres budgétaires (CB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau débutant à intermédiaire, tels qu'agents des ministères de l'économie, du plan ou des finances, du Trésor, de la banque centrale, d'organismes budgétaires indépendants et d'autres organismes chargés de l'analyse, de la conception, de la conduite et de l'évaluation de la politique budgétaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou finances, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente. Ils doivent en outre avoir de bonnes aptitudes quantitatives et maîtriser les outils informatiques.

d'analyse des données. Les candidats sont encouragés à suivre les cours en ligne PPF.1x et PPF.2x (ou le cours PPF en présentiel) et le cours sur l'analyse des politiques budgétaires (APB) avant de s'inscrire à ce cours. De nombreux ateliers exigeant l'utilisation de tableurs Microsoft Excel, il est essentiel d'en connaître les bases.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'ICD, commence par passer en revue le rôle de l'État et les objectifs de la politique budgétaire, revient sur les outils et méthodologies macrobudgétaires essentiels, et définit le cadre budgétaire d'un pays comme l'ensemble d'institutions chargées de l'élaboration et de la conduite de la politique budgétaire. Le cours souligne combien il est important de disposer de données de qualité et d'assurer la transparence et la responsabilité, de sorte que les autorités soient redevables de leurs objectifs budgétaires à moyen et long terme. Ce cours se termine avec des exposés thématiques des participants.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire les méthodes et les outils qui se développent en matière de politique budgétaire.
- ▶ Adopter un point de vue critique afin d'évaluer la qualité des données nécessaires pour élaborer la politique budgétaire.
- ▶ Définir des règles budgétaires pour répondre aux problèmes particuliers des pays.
- ▶ Utiliser un outil de suivi des résultats budgétaires de l'exercice.
- ▶ Contribuer à établir un budget à moyen terme (en vue d'un rééquilibrage ou d'une relance) tout en limitant les risques de récession et en respectant la viabilité.

## Viabilité budgétaire (VB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau débutant à supérieur ayant des connaissances moyennes des questions budgétaires, souhaitant comprendre et appliquer une analyse de viabilité budgétaire et identifier les liens avec le contexte macrobudgétaire national.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et être familiarisés avec l'utilisation des tableurs. Il est fortement recommandé de suivre préalablement un ou plusieurs modules du cours en ligne sur l'analyse de viabilité de la dette (AVDx) avant de participer à ce cours.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, étudie la viabilité budgétaire comme condition essentielle pour parvenir à la stabilité macroéconomique et assurer une croissance inclusive à long terme. Il donne une vision d'ensemble des méthodes d'évaluation de la viabilité budgétaire du point de vue des politiques et des outils. Il analyse les risques budgétaires et les indicateurs d'alerte avancée utilisés par le FMI, et traite des crises de la dette, des stratégies de gestion de la dette, des engagements conditionnels et des problèmes budgétaires à long terme.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer pourquoi la viabilité budgétaire est essentielle pour parvenir à une stabilité macroéconomique et une croissance durable.
- ▶ Appliquer des concepts, définitions et techniques efficaces à l'analyse de la viabilité budgétaire.
- ▶ Identifier les risques à court et à moyen terme ainsi que les facteurs de vulnérabilité budgétaire.
- ▶ Analyser des situations de crise et d'ajustement budgétaire.
- ▶ Faire la distinction entre les divers cadres d'analyse de viabilité de la dette (AVD).
- ▶ Préparer une AVD publique fondée sur les risques dans le cas d'un pays ayant accès aux marchés financiers.

## En ligne : Viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (VGPx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Ce cours s'adresse particulièrement aux agents de ministères des finances, d'organismes chargés de la dette, de banques centrales ou d'autres organismes publics chargés de donner des conseils ou de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et de la dette. Il se déroule en français.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques est utile. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, proposé par l'IDC et le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI en collaboration avec la Banque mondiale, offre un aperçu des stratégies de viabilité et de gestion de la dette dans les pays ayant accès à des prêts concessionnels. Il initie aux grands principes de viabilité de la dette, au cadre d'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu du FMI et de la Banque mondiale et à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. Ce cours adapte trois des cinq modules du cours en anglais sur l'analyse de viabilité de la dette (AVDx) aux problèmes auxquels sont confrontés les pays à faible revenu.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier différents types de dette et les dangers d'un endettement élevé.
- ▶ Décrire les principaux concepts de l'AVD.
- ▶ Préparer une analyse de viabilité de la dette d'un pays à faible revenu ayant une dette concessionnelle.
- ▶ Étudier les stratégies de gestion de la dette dans le cadre d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

# ANALYSE MACROÉCONOMIQUE GÉNÉRALE



## Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE (DSGE)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur utilisant les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique (modèles DSGE) dans l'analyse macroéconomique des questions de politique monétaire et budgétaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et avoir des connaissances solides de l'analyse quantitative ainsi que des notions de base des logiciels MATLAB/Octave et Dynare/Iris. Il leur est recommandé d'avoir suivi le cours en ligne Préviation macroéconomique (PMx).

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, est centré sur l'élaboration, l'utilisation et l'interprétation des modèles DSGE. Il initie les participants aux techniques et modèles couramment utilisés par les décideurs pour analyser les questions monétaires et budgétaires. Pour illustrer l'application de ces modèles et montrer comment ils peuvent contribuer au processus d'élaboration des politiques, un grand nombre d'exposés sont consacrés à l'élaboration des modèles et aux questions de mise en œuvre, en s'appuyant sur des études de cas pertinentes pour la région. Le cours permet d'analyser les avantages et les limites des modèles lorsqu'ils servent à analyser les politiques et à donner des conseils.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire les modèles et les techniques (calculs et estimations) utilisés par les décideurs pour analyser les questions monétaires, budgétaires et structurelles.
- ▶ Construire un modèle DSGE à partir des premiers principes à l'aide de données sur une étude de cas d'un pays de la région considérée.
- ▶ Compléter ou modifier la structure du modèle pour répondre à une question de politique économique en utilisant des faits stylisés.
- ▶ Permettre l'application des modèles DSGE élaborés dans le cours à diverses questions de politique économique et interpréter leurs résultats.
- ▶ Identifier les avantages et les limites des modèles lorsqu'ils servent à analyser les politiques et à donner des conseils.
- ▶ Commencer à construire un modèle à partir des données de leur pays.

## Analyse et prévisions macroéconomiques (APM)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires chargés d'élaborer des prévisions et des modèles macroéconométriques aux fins de l'analyse, de la conception et de la mise en œuvre de la politique macroéconomique.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience et d'une formation équivalente en économétrie. Ils doivent aussi être familiarisés avec l'utilisation de EViews pour des applications économétriques. Il est fortement recommandé aux participants d'avoir suivi le cours en ligne Préviation macroéconomique (PMx) avant de s'inscrire à ce cours.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, vise à donner aux fonctionnaires des bases rigoureuses de l'estimation des modèles macroéconométriques et de leur application dans les prévisions et les analyses par les banques centrales, les ministères et les organismes publics de recherche. Les participants travailleront en groupe pour réaliser des exercices pratiques d'estimation et de prévision.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Déterminer les fondements d'un certain nombre de spécifications de modèles.
- ▶ Utiliser le logiciel EViews pour appliquer des techniques de modélisation à des données nationales et reproduire les résultats d'une série de publications importantes.
- ▶ Appliquer les techniques apprises à des études de cas nationales dans la région des participants afin de réaliser des prévisions et des analyses sur un aspect de la politique économique.
- ▶ Appliquer les outils appropriés du logiciel d'économétrie EViews à leur travail ou leurs recherches sur leur propre pays, ainsi qu'à ceux sur d'autres pays.

## En ligne : Diagnostics macroéconomiques (DMx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Ce cours s'adresse particulièrement aux fonctionnaires des banques centrales et des ministères des finances ou de l'économie qui interviennent directement dans les diagnostics sur la situation macroéconomique et dans l'élaboration de projections. Il se déroule en anglais.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques est utile. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, animé par l'IDC, vise à étoffer la capacité des participants à évaluer la situation macroéconomique d'un pays, en mettant l'accent sur les outils pratiques à utiliser dans l'analyse macroéconomique courante. Le cours évalue :

- ▶ la situation macroéconomique du moment;
- ▶ l'orientation de la politique budgétaire et monétaire;
- ▶ la stabilité financière;
- ▶ les perspectives de l'économie à moyen terme, notamment la viabilité de la dette publique et extérieure, le risque de désalignement du taux de change et les vulnérabilités dues aux différents secteurs.

Pour illustrer l'application de ces outils et montrer comment ils peuvent être inclus dans le processus d'élaboration des politiques, le cours s'appuie sur une étude de cas.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Analyser la production potentielle et calculer les écarts de production, identifier les composantes dépenses de la croissance, mesurer l'inflation et évaluer les sources d'inflation.
- ▶ Évaluer l'orientation de la politique monétaire et budgétaire et interpréter la solidité du secteur financier et les indicateurs de risque.
- ▶ Analyser la viabilité de la dette publique et extérieure, examiner la position extérieure et évaluer le risque de désalignement du taux de change.
- ▶ Évaluer les perspectives de l'économie à moyen terme, notamment la viabilité de la dette publique et extérieure, et identifier les obstacles à la croissance à long terme.

## Diagnostics macroéconomiques (DM)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des banques centrales et des ministères des finances ou de l'économie qui interviennent directement dans les diagnostics sur la situation macroéconomique et dans l'élaboration de projections.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Ils doivent en outre avoir de bonnes aptitudes quantitatives et maîtriser l'utilisation de Microsoft Excel. Il est fortement recommandé aux participants d'avoir suivi les cours en ligne PPF.1x et PPF.2x ou le cours PPF en présentiel avant de s'inscrire à ce cours et au cours en ligne DMx.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, vise à étoffer la capacité des participants à évaluer la situation macroéconomique d'un pays. Il met l'accent sur les outils pratiques à utiliser dans l'analyse macroéconomique courante. Le cours évalue :

- ▶ la situation macroéconomique actuelle;
- ▶ l'orientation de la politique budgétaire et monétaire;
- ▶ la stabilité financière;
- ▶ les perspectives de l'économie à moyen terme, notamment la viabilité de la dette publique et extérieure, le risque de désalignement du taux de change et les vulnérabilités dues aux différents secteurs.

Pour illustrer l'application de ces outils et montrer comment ils peuvent contribuer au processus d'élaboration des politiques, le cours s'appuie sur des études de cas pertinents pour la région où il est dispensé.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Analyser le potentiel de production et calculer les écarts de production, identifier les composantes dépenses de la croissance, mesurer l'inflation, évaluer les sources d'inflation, calculer la règle de Taylor, mesurer les soldes budgétaires structurels et corrigés des variations cycliques, analyser la viabilité de la dette publique, calculer et interpréter la solidité du secteur financier et les indicateurs de risque, analyser la position extérieure, examiner la viabilité de la dette extérieure et évaluer le désalignement du taux de change.
- ▶ Utiliser des informations différentes, qui peuvent envoyer des signaux contradictoires, pour évaluer l'orientation des politiques budgétaire, monétaire et financière en vigueur et dresser un diagnostic des perspectives économiques.
- ▶ Évaluer les perspectives de l'économie à moyen terme, notamment la viabilité de la dette publique et extérieure, et identifier les obstacles à la croissance à long terme.
- ▶ Analyser les risques et vulnérabilités externes et internes potentiels, reconnaître les conséquences que ces risques peuvent avoir sur l'économie et définir les politiques pour y faire face.

## En ligne : Préviation macroéconomique (PMx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Ce cours est destiné en particulier aux agents qui établissent des prévisions utilisées pour la conception et l'exécution de la politique macroéconomique. Il se déroule en anglais.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une formation au niveau pré-licence en statistiques et des connaissances de base en économétrie. Il est essentiel d'avoir accès à un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome. Les démonstrations et les applications seront réalisées à l'aide de EViews, logiciel courant qui sert à estimer et simuler des modèles de prévision sous Windows. Des licences temporaires de EViews seront mises à disposition pendant la durée du cours.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par l'IDC, a pour but d'étoffer les compétences des participants dans le domaine de la prévision et de la modélisation macroéconomiques et leur utilisation des techniques économétriques modernes. Il inclut un examen de la théorie de base et des démonstrations d'analyses empiriques à l'aide de EViews. Il porte sur quatre aspects de la construction de modèles empiriques et des prévisions :

- ▶ les propriétés des données et des modèles, telles que la stationnarité, la non-stationnarité et la cointégration;
- ▶ les spécifications dynamiques, notamment l'utilisation de modèles de correction d'erreurs;
- ▶ l'évaluation, la conception et la simulation de modèles;
- ▶ les incertitudes prévisionnelles et l'analyse des politiques.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Faire des prévisions de séries chronologiques et de modèles d'équations multiples à l'aide de EViews.
- ▶ Évaluer les caractéristiques statistiques des séries chronologiques et appliquer les méthodes prévisionnelles voulues.
- ▶ Construire un modèle macroéconomique à l'aide des méthodes ARMA, VAR et VECM.
- ▶ Utiliser diverses techniques statistiques pour évaluer la performance d'un modèle de prévision.

## En ligne : Programmation et politiques financières, première partie : analyse des comptes macroéconomiques (PPF.1x)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Ce cours s'adresse en particulier aux agents de ministères des finances, de l'économie ou de la planification ou de banques centrales qui jouent un rôle de consultation sur la politique macroéconomique et financière, ou qui sont chargés de son exécution. Ce cours se déroule en anglais, français, espagnol, russe et arabe.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques est utile. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, proposé par l'IDC, présente les compétences de base qui sont nécessaires à la programmation financière, les principales caractéristiques des comptes des quatre grands secteurs macroéconomiques (réel, budgétaire, extérieur et monétaire) et les liens qui existent entre eux. Pour chaque secteur, le cours présente la dimension comptable, les interprétations des variables et des indicateurs de ces comptes, et une analyse de base des comptes.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Calculer des variables économiques à l'aide des principes de comptabilité macroéconomique.
- ▶ Interpréter les comptes des secteurs réel, budgétaire, extérieur et monétaire qui entrent dans la macroéconomie.
- ▶ Décrire les liens entre les comptes macroéconomiques en termes de comptabilité et de comportement.
- ▶ Analyser l'évolution économique et financière d'un pays sous forme d'une étude de cas à l'aide de données rétrospectives et de travaux pratiques sur Microsoft Excel.

## En ligne : Programmation et politiques financières, deuxième partie : conception des programmes (PPF.2x)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont encouragés à s'inscrire. Ce cours s'adresse en particulier aux agents de ministères des finances, de l'économie ou de la planification ou de banques centrales qui jouent un rôle de consultation sur la politique macroéconomique et financière, ou qui sont chargés de son exécution. Il est dispensé en anglais et en français.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques est utile. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, proposé par l'IDC, s'appuie sur le cours PPF.1x pour permettre aux participants de mieux comprendre la conception et l'exécution des politiques macroéconomiques et financières. Il présente des méthodes de prévision simples pour chaque secteur macroéconomique, explique les hypothèses de base du diagnostic des résultats macroéconomiques et décrit l'établissement d'un programme d'ajustement macroéconomique pour une étude de cas nationale.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Construire des projections de référence des secteurs réel, extérieur, public et monétaire à l'aide de variables propres à chaque secteur.

- ▶ Décrire les liens entre les secteurs, tant en termes de comptabilité que de comportement.
- ▶ Créer des projections économiques cohérentes sur un an en retenant l'hypothèse de politiques inchangées.
- ▶ Utiliser un modèle macroéconomique pour analyser en quoi les changements de politique agissent sur les prévisions.
- ▶ Identifier et évaluer les facteurs de vulnérabilité économique inhérents à une économie de marché émergente.
- ▶ Préparer un scénario de politique macroéconomique à l'aide d'un ensemble déterminé de données.

## Programmation et politiques financières (PPF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires des ministères des finances, de l'économie ou du plan ou de banques centrales qui conseillent sur la mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières ou aident à les mettre en œuvre.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et maîtriser les tableurs. Il leur est fortement recommandé d'avoir suivi les cours en ligne PPF.1x et PPF.2x avant de s'inscrire à ce cours. Les conditions à remplir peuvent cependant varier selon la version régionale du cours PPF proposé.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, vise à apprendre aux participants comment diagnostiquer les déséquilibres macroéconomiques tout en y remédiant à l'aide d'un arsenal de mesures d'ajustement coordonnées. Il traite des principales caractéristiques des quatre grands secteurs macroéconomiques (réel, budgétaire, extérieur et monétaire) et des liens qui existent entre eux, en mettant en évidence les relations en termes de comptabilité et de comportement, à l'aide de données tirées d'une étude de cas nationale.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Analyser l'évolution économique et financière dans un pays de la région à l'aide de données rétrospectives et de travaux pratiques sur Microsoft Excel.
- ▶ Créer des projections économiques cohérentes sur un an en retenant l'hypothèse de politiques inchangées.
- ▶ Déterminer les facteurs de vulnérabilité économique et les risques suivant un scénario de référence, et les politiques à mener pour y faire face.
- ▶ Préparer un scénario d'ajustement qui tient compte de ces politiques et de leurs conséquences macroéconomiques.
- ▶ Définir d'autres objectifs et politiques économiques à un horizon de plus d'un an qui seront intégrés dans un cadre à moyen terme.

Des variations régionales du cours PPF sont disponibles à partir de différentes études de cas. Pour plus de détails, veuillez consulter la brochure en ligne à l'adresse [www.imf.org/institute/all-locations](http://www.imf.org/institute/all-locations).



# QUESTIONS JURIDIQUES



## Aspects juridiques des institutions financières internationales (AJIF)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes, juristes chevronnés et autres spécialistes de banques centrales, ministères des finances, ministères de la justice et autres organismes des pays membres émergents chargés des aspects juridiques des relations avec les institutions financières internationales (IFI).

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine et être titulaires de préférence d'un diplôme en droit. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans les lettres d'invitation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département juridique du FMI, aborde les questions juridiques, institutionnelles et opérationnelles relatives aux IFI (essentiellement le FMI et la Banque mondiale), et examine les liens entre ces institutions et leurs États membres. Les institutions couvertes par le cours peuvent changer d'une année à l'autre.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Démontrer d'une connaissance approfondie de l'histoire, de la mission, de la gouvernance, de la structure et des fonctions du FMI, de la Banque mondiale et d'autres IFI et leurs relations avec les pays membres.
- ▶ Intervenir plus efficacement dans les aspects juridiques des interactions avec les IFI telles que le FMI et la Banque mondiale, de façon à faciliter une croissance économique équilibrée des pays membres.
- ▶ Mettre en évidence les enjeux auxquels sont confrontées les IFI et leurs orientations de façon à en tirer des enseignements pour aider les pays membres à préparer des moyens d'intervention et des cadres juridiques plus adaptés et efficaces.

## Atelier sur l'insolvabilité des entreprises et des ménages (IEM)

**PUBLIC VISÉ :** Hauts responsables chargés de l'élaboration ou de l'application de la législation applicable à l'insolvabilité des entreprises et des ménages et des questions connexes.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine, une bonne connaissance du régime d'insolvabilité et être titulaires de préférence d'un diplôme d'études supérieures en droit. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans les lettres d'invitation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Cet atelier, animé par le Département juridique du FMI, offre aux fonctionnaires une tribune pour partager avec leurs pairs leur expérience en matière de réforme et de mise en application de la législation sur l'insolvabilité des entreprises et des ménages, ainsi que sur d'autres questions connexes comme l'exécution des créances et les autres moyens de faire face aux créances sinistrées. La crise financière mondiale et les crises qui l'ont suivie dans les différents pays ont mis en évidence la nécessité de disposer de régimes efficaces d'insolvabilité, et de nombreux pays ont engagé ou achevé des réformes des régimes d'insolvabilité pour amortir les conséquences de l'évolution de la situation économique. L'atelier est interactif et est destiné aux responsables de divers pays se consacrant aux questions liées à l'insolvabilité des entreprises et des ménages, aux experts internationaux et aux représentants du Département juridique du FMI et d'autres départements géographiques ou fonctionnels de l'institution, de la Banque mondiale et d'autres organisations internationales.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de cet atelier, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Évaluer les liens d'interdépendance entre les objectifs de politique générale et les solutions techniques dans le domaine de l'insolvabilité des entreprises et des ménages et dans d'autres domaines connexes.
- ▶ Mettre en évidence les tendances de l'évolution future de la législation sur l'insolvabilité.
- ▶ Tirer les enseignements des expériences positives et négatives de pays européens.

## Cadre juridique des banques centrales (CJBC)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes de banques centrales ou de ministères des finances se consacrant aux questions monétaires sous l'angle juridique. Ce cours s'adresse aux juristes chevronnés. Les participants doivent avoir une bonne connaissance des principales questions juridiques relatives aux banques centrales et aux dispositifs institutionnels du secteur monétaire. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans les lettres d'invitation.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine, ainsi qu'une bonne connaissance des cadres juridiques des banques centrales, et être titulaires de préférence d'un diplôme d'études supérieures en droit.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département juridique du FMI, porte sur les aspects juridiques et institutionnels de l'infrastructure nécessaire au maintien d'une banque centrale solide et efficace. Il analyse donc les fondements juridiques de la mission, des structures décisionnelles, de l'autonomie, de la responsabilisation, de la transparence et des opérations des banques centrales.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier les questions juridiques liées aux banques centrales ainsi que les pratiques optimales qui permettent d'y répondre, comme par le biais d'une réforme juridique.
- ▶ Identifier les approches juridiques qui se sont révélées efficaces en tirant les leçons de l'expérience de différents pays présentée par les intervenants et les autres participants.

## Cadres juridiques de la gestion des finances publiques (CJG)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes des ministères des finances, ministères sectoriels, banques centrales, cours des comptes, entreprises publiques, fonds souverains et cabinets de procureurs traitant de questions liées à la gestion des finances publiques. Le cours s'adresse aux responsables des services juridiques et aux juristes chevronnés. Les participants doivent avoir une bonne maîtrise des principaux dossiers juridiques liés à la gestion des finances publiques. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans les lettres d'invitation.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine, ainsi qu'une bonne connaissance de la gestion des finances publiques, et être titulaires de préférence d'un diplôme d'études supérieures en droit.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par le Département juridique du FMI, traite des questions institutionnelles et juridiques qui interviennent dans une gestion saine et efficace des finances publiques. Parmi les thèmes abordés figurent les fondements juridiques et la gouvernance de la formulation, préparation et exécution du budget; les règles et institutions budgétaires; la gestion de la dette publique et la supervision financière des entreprises publiques, de la gestion des investissements publics, et des fonds souverains.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Formuler des conseils en matière de gestion des finances publiques.
- ▶ Définir les pratiques optimales en matière de gestion des finances publiques, y compris par le biais de réformes juridiques.
- ▶ Identifier les approches juridiques qui se sont révélées efficaces en tirant les leçons de l'expérience de différents pays présentée par les intervenants et les autres participants.

## Cadres juridiques de la supervision et résolution bancaires (CJSR)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes des banques centrales, ministères des finances, instances de supervision bancaire, autorités de résolution et organismes de garantie des dépôts se consacrant aux activités de réglementation, supervision ou résolution bancaires et à la gestion de crises. Ce cours s'adresse aux juristes chevronnés, et les participants doivent donc avoir une bonne connaissance des principales questions juridiques relatives au secteur financier. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans les lettres d'invitation.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine, une bonne connaissance du droit applicable au secteur financier, et être titulaires de préférence d'un diplôme d'études supérieures en droit.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département juridique du FMI, porte sur les aspects juridiques et institutionnels de l'infrastructure nécessaire au maintien d'un dispositif solide de réglementation, supervision et résolution bancaires et de gestion des crises.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier les questions juridiques liées à la réglementation, supervision et résolution bancaires et à la gestion de crises, ainsi que les pratiques optimales qui permettent d'y répondre, comme par le biais d'une réforme juridique.
- ▶ Identifier les approches juridiques qui se sont révélées efficaces en tirant les leçons de l'expérience de différents pays présentée par les intervenants et les autres participants.

## Conception de cadres juridiques adaptés à la région Asie-Pacifique (DFM)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes des ministères des finances et autorités fiscales des pays membres chargés des aspects juridiques de l'élaboration de la politique fiscale et de l'administration de l'impôt.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine et posséder une bonne connaissance du droit budgétaire et fiscal.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par les services du Département juridique du FMI et par des experts externes, aborde la problématique actuelle de la conception et de l'élaboration du droit fiscal. Il aborde les diverses questions auxquelles doivent s'attaquer les responsables de la politique fiscale, notamment celles liées aux dossiers transfrontaliers/internationaux, à l'érosion de la base d'imposition et à l'évasion fiscale concernant l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation. En tenant compte du contexte de la région Asie-Pacifique, ce cours explique la conception d'instruments pour gérer cette problématique. Il traite également d'autres aspects de la conception du droit fiscal qui peuvent avoir une incidence sur les finances publiques d'un pays, comme par exemple l'élaboration d'exonérations fiscales et d'autres régimes particuliers (par exemple services financiers et marchés de capitaux) et le recours aux mécanismes de résolution des contentieux fiscaux pour gérer les arriérés.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire et expliquer les liens entre les différents aspects du cadre juridique qui régit le budget et leurs conséquences.
- ▶ Identifier les grandes questions juridiques et de politique générale ainsi que les pratiques optimales qui permettent d'y répondre, notamment par une réforme juridique.
- ▶ Identifier les approches juridiques qui se sont révélées efficaces en tirant les leçons de l'expérience de différents pays présentée par les intervenants et les autres participants.

## Mise en application des normes internationales de LBC/FT (LBC)

**PUBLIC VISÉ :** Rédacteurs juridiques, décideurs, responsables de la supervision et de la réglementation du secteur financier et au sein de certaines professions ou activités non financières, fonctionnaires des cellules de renseignement financier, fonctionnaires de la justice pénale et autres fonctionnaires chargés d'évaluer les risques liés au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) pour préparer les évaluations mutuelles de leur pays et l'application du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir au moins deux ans d'expérience dans le domaine de la LBC/FT. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans la lettre d'invitation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département juridique du FMI, vise à renforcer les capacités des fonctionnaires chargés de mettre en application les nouvelles normes internationales applicables à la LBC/FT. Il permettra aux participants de mieux comprendre les exigences des normes internationales révisées de LBC/FT – les 40 Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) – et de la nouvelle *Méthodologie d'évaluation de la conformité technique avec les Recommandations du GAFI et de l'efficacité des systèmes de LBC/FT*. Le cours prévoit des exercices pratiques ainsi que des analyses approfondies sur la mise en application de certains aspects des 40 Recommandations du GAFI.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire, résumer et analyser la mise en œuvre des 40 Recommandations du GAFI.
- ▶ Élaborer un plan d'action à moyen terme pour renforcer le dispositif LBC/FT de leur pays.

## Questions actuelles liées à l'élaboration du droit fiscal intéressant le Moyen-Orient (DFM)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes des ministères des finances et autorités fiscales des pays membres intervenant dans les aspects juridiques de la politique fiscale. Ce cours est dispensé en anglais, avec une interprétation simultanée en arabe.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine ainsi qu'une bonne connaissance du droit budgétaire et fiscal.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par les services du Département juridique du FMI et par des experts externes, est centré sur des questions d'actualité liées à l'élaboration du droit fiscal. Il traite d'un large éventail de questions d'actualité qui intéressent les responsables de l'élaboration des politiques fiscales, en s'intéressant particulièrement aux questions d'érosion de l'assiette fiscale et aux questions transfrontalières dans le domaine de l'impôt sur le revenu et des taxes à la consommation.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire et expliquer les liens entre les différents aspects du cadre juridique qui régit le budget et leurs conséquences.
- ▶ Identifier les grandes questions juridiques et de politique générale ainsi que les pratiques optimales qui permettent d'y répondre, notamment par une réforme juridique.
- ▶ Identifier les approches juridiques qui se sont révélées efficaces en tirant les leçons de l'expérience de différents pays présentée par les intervenants et les autres participants.

## Questions liées au droit budgétaire et à la gouvernance (DFG)

**PUBLIC VISÉ :** Juristes des ministères des finances ou d'autres organismes publics intervenant dans les aspects juridiques de la politique budgétaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être des juristes qualifiés ayant une expérience de conseils au ministère des finances ou d'autres organismes publics sur les aspects juridiques de l'élaboration de la politique budgétaire ou sur la rédaction des lois budgétaires. La participation est exclusivement sur invitation. Les conditions à remplir sont précisées dans la lettre d'invitation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, organisé par le Département juridique du FMI, se centre sur les considérations juridiques d'actualité qui entrent dans l'élaboration des textes de loi budgétaires et fiscaux. Il couvre un large éventail de questions d'actualité qui intéressent les responsables de la politique budgétaire de par le monde, à l'heure du durcissement de la politique budgétaire. Il couvre notamment les questions suivantes :

- ▶ Questions de fiscalité, dans des domaines tels que les dossiers transfrontaliers, l'érosion de la base d'imposition et la conception d'instruments liés à l'impôt sur le revenu ou aux taxes à la consommation (par exemple TVA) pour y répondre.
- ▶ Questions de droit budgétaire telles que celles liées aux principes fondamentaux de droit régissant les lois organiques, l'élaboration de règles budgétaires, la coordination budgétaire dans un contexte fédéral et le rôle des conseils budgétaires.
- ▶ Les aspects liés à la gestion de la dette publique (GDP) et aux valeurs mobilières, y compris les dimensions juridiques et institutionnelles de la GDP et de l'émission d'obligations d'État.
- ▶ L'élaboration de dispositifs juridiques applicables aux fonds souverains et aux entreprises publiques.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer les liens entre les différents aspects du droit budgétaire et leurs conséquences.
- ▶ Identifier les questions juridiques et de politique générale d'actualité dans les différents aspects du droit budgétaire ainsi que les pratiques optimales qui permettent d'y répondre, comme par une réforme juridique.
- ▶ Identifier les approches juridiques qui se sont révélées efficaces en tirant les leçons de l'expérience de différents pays présentée par les intervenants et les autres participants.

# STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES



## Comptes nationaux trimestriels (CNT)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires chargés d'établir les statistiques des comptes nationaux.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des statistiques du FMI, offre l'occasion de maîtriser les concepts, les sources de données et les techniques d'établissement des statistiques des comptes nationaux trimestriels. Il repose sur le *Manuel des comptes nationaux trimestriels* du FMI et s'adresse aux responsables de l'établissement des comptes nationaux de pays qui mettent en place des comptes nationaux trimestriels (CNT) ou qui prévoient de le faire. Il couvre aussi bien les aspects théoriques que pratiques de l'établissement des comptes nationaux trimestriels et traite des principaux thèmes suivants :

- ▶ champ d'application et rôle des CNT;
- ▶ sources de données nécessaires pour établir les estimations trimestrielles du PIB (essentiellement à partir des approches production et dépenses);
- ▶ techniques d'analyses comparatives pour combiner les indicateurs trimestriels aux estimations annuelles;
- ▶ correction des variations saisonnières;
- ▶ mesures de prix et de volume;
- ▶ techniques de concordance pour établir les séries chronologiques des CNT;
- ▶ autres questions particulières relatives aux CNT;
- ▶ politique de révision et pratiques de diffusion.

Ce cours se déroule sous forme d'exposés, d'ateliers et de discussions en petits groupes.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire les CNT, notamment au regard de leur établissement, de leur champ d'application, de leur rôle et des normes et pratiques optimales internationales.
- ▶ Décrire les données requises et les méthodes employées pour établir les différents ensembles de statistiques des CNT, en particulier le PIB et sa valorisation.
- ▶ Illustrer la relation entre les CNT et les autres agrégats au sein du SCN.
- ▶ Mettre au point un dispositif simple d'établissement d'une série statistique de comptabilité nationale de base, depuis la collecte et l'élaboration de données sources jusqu'à l'application des méthodes statistiques simples permettant de calculer ces agrégats.

- ▶ Acquérir une expérience pratique de questions particulières liées à l'établissement et à l'exploitation de données trimestrielles.
- ▶ Décrire les usages analytiques des informations trimestrielles sur le PIB, leurs usages analytiques possibles et certaines techniques plus élaborées permettant d'évaluer plus précisément l'activité économique.

## Établissement des statistiques de la balance des paiements (SBP)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires dont la responsabilité principale est l'établissement des statistiques de la balance des paiements et/ou de la position extérieure globale. Les participants doivent être au fait de la méthode appliquée dans la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)*.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département des statistiques du FMI, donne des conseils pratiques sur l'établissement et la diffusion des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale sur la base du *Guide d'établissement des statistiques de balance des paiements* de 2014. L'objectif du cours est de montrer comment le cadre conceptuel qui est décrit dans le *MBP6* peut être appliqué dans la pratique. Le cours comprend une série de débats sur les méthodes d'établissement des comptes internationaux. Des exposés et des débats portent sur les méthodes d'établissement des données, y compris les sources de données qui peuvent être utilisées pour établir les comptes internationaux, ainsi que des questions complexes de méthodologie et d'établissement qui sont liées à des composantes particulières et d'autres questions qui concernent plusieurs comptes. Les participants auront l'occasion de traiter des problèmes qu'ils rencontrent dans l'établissement des statistiques et de développer leurs connaissances dans l'utilisation analytique des comptes internationaux.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Établir et diffuser des données de balance des paiements et de position extérieure globale en suivant les techniques décrites dans le *Guide d'établissement des statistiques de balance des paiements*.
- ▶ Trouver de nouvelles sources de données pouvant servir à améliorer l'établissement des statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale.
- ▶ Analyser les techniques statistiques adaptées aux questions complexes de méthodologie et d'établissement.

- ▶ Tirer les enseignements de l'expérience d'autres statisticiens en mettant en valeur les possibilités d'apprentissage entre pairs.
- ▶ Approfondir les connaissances liées à l'utilisation analytique des statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale.

## Indicateurs à haute fréquence de l'activité économique (IAE)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires chargés d'établir des indicateurs économiques à court terme ou mensuels dans les banques centrales et les offices statistiques.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par le Département des statistiques du FMI, porte sur l'identification et l'évaluation des indicateurs et techniques élémentaires pouvant être combinés en un seul indice d'activité économique de manière à suivre les tendances économiques nationales. Des estimations ou indices provisoires de l'activité économique rassemblent une série d'indicateurs économiques élémentaires pour donner une mesure globale de l'activité économique en temps voulu. Ces indices donnent aux dirigeants des renseignements utiles qui complètent les estimations annuelles et trimestrielles du PIB, plus complètes mais généralement disponibles avec un retard considérable, et offrent une image plus complète que celle des indicateurs mensuels et trimestriels partiels, certes actuels mais ne reflétant qu'une partie de l'économie.

Ce cours s'adresse aux agents qui établissent ou pourraient établir des indicateurs à court terme dans les banques centrales et les offices statistiques, ainsi qu'à ceux chargés du recueil de données pour établir les indicateurs mensuels. Durant le cours, les participants sont censés travailler avec leurs propres séries temporelles mensuelles et trimestrielles. Ces indicateurs seront utilisés durant les séances pratiques du cours pour établir des estimations expérimentales.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer la nature et les utilisations possibles des statistiques à haute fréquence sur l'activité économique ainsi que leur relation et leur cohérence au sein du système de comptabilité nationale.
- ▶ Élaborer un cadre simple afin d'établir un indice de l'activité économique, de la collecte des données sources à la mise en œuvre de méthodes statistiques simples et aux techniques d'établissement de l'indice.
- ▶ Exploiter des informations utiles à court terme figurant dans les indicateurs à haute fréquence de l'activité économique en appliquant certains outils d'analyse, des tableaux de calcul et des procédures statistiques.

## Indicateurs de solidité financière (ISF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires des banques centrales et des organismes de supervision du secteur financier qui participent à la collecte, à l'établissement et à l'analyse des indicateurs de solidité financière.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département des statistiques du FMI, initie les participants aux fondamentaux de l'établissement et de l'utilisation des indicateurs de solidité financière (ISF) à l'appui de l'analyse macroprudentielle. Il couvre les aspects méthodologiques et techniques de la construction des ISF exposés dans le *Guide d'établissement des indicateurs de solidité financière* amendé en 2007. Il traite également des mises à jour envisagées du *Guide*, notamment les nouveaux ISF pour les institutions de dépôts, les autres institutions financières, les entreprises non financières et les ménages. La partie essentielle du cours porte sur les thèmes suivants :

- ▶ secteurs institutionnels et marchés financiers;
- ▶ bases de consolidation et ajustements de consolidation pour les ISF;
- ▶ cadre réglementaire régissant les établissements de dépôts;
- ▶ principes comptables et états financiers sectoriels pour les ISF;
- ▶ ISF fondamentaux et complémentaires pour les institutions de dépôts, les autres institutions financières et les autres secteurs;
- ▶ analyse du groupe d'institutions comparables et statistiques descriptives;
- ▶ surveillance du secteur financier et ISF;
- ▶ analyse macroprudentielle et ISF.

Les exposés sont complétés par des exercices pratiques, durant lesquels les participants travaillent en groupe pour résoudre des questions pratiques liées à la classification des unités institutionnelles financières, à la construction des populations recensées pour les ISF, au calcul des ratios de solvabilité et de liquidité des dispositifs de Bâle, à la production d'états financiers sectoriels et d'ISF pour les institutions de dépôts et à l'utilisation des ISF dans la surveillance du secteur financier. Le cours présente les formulaires à utiliser pour la transmission au FMI des données et métadonnées ISF, ainsi que des recommandations sur l'accès aux données et métadonnées ISF et leur utilisation à partir de la base de données du FMI.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Établir des ISF suivant la méthode du *Guide d'établissement des indicateurs de solidité financière* à l'aide de données sources obtenues à partir des états financiers sectoriels et des formulaires de déclaration aux autorités de contrôle.
- ▶ Calculer les ISF à partir de différentes bases de consolidation et interpréter les différents résultats obtenus.
- ▶ Analyser et interpréter les ISF établis pour le secteur financier et leur utilisation dans la supervision du secteur financier et la politique macroprudentielle.

## Indices de prix de l'immobilier résidentiel (IPIR)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur et statisticiens chargés des indices de prix de l'immobilier résidentiel (IPIR), ou prévoyant d'en établir un.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département des statistiques du FMI, passe en revue les sources de données et les méthodes qui permettent d'établir des IPIR et décrit des questions stratégiques concernant leur application dans un contexte national. L'accent est mis sur l'importance de l'évaluation d'autres sources de données pour établir ces indices, pour ce qui est de la couverture potentielle, du délai de production, de l'intérêt d'une méthodologie de composition qualitative, de l'adéquation de la mesure des prix et de la pondération. Les arbitrages à effectuer lors de la sélection des sources de données sont examinés, de même que les stratégies qui permettraient de développer des sources de données à plus long terme. La composante méthodologique du cours met l'accent sur le problème de la composition qualitative; le dosage de biens faisant l'objet de transactions au cours de chaque période varie, ce qui influe sur les mesures de la variation des prix moyens. Les ajustements de dosage par stratification et par régressions hédoniques sont les principales méthodes utilisées pour faire face à ce problème. Des ateliers interactifs portent d'ailleurs sur ces questions. Le cours montre en quoi les sources de données et les questions méthodologiques sont liées entre elles. Il suit les principes du *Manuel des indices des prix de l'immobilier résidentiel* de 2013 d'Eurostat, de l'OIT, du FMI, de l'OCDE, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et de la Banque mondiale.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Mettre en évidence les points forts et les faiblesses des sources de données possibles pour les IPIR.
- ▶ Choisir la méthode la plus indiquée pour établir des IPIR compte tenu des données actuellement disponibles.
- ▶ Appliquer différentes méthodes d'établissement des IPIR.
- ▶ Formuler des recommandations, le cas échéant, pour développer davantage les sources de données.

## Normes internationales de données dans les plateformes OpenData nationales (NID)

**PUBLIC VISÉ :** Correspondants chargés de la communication de données nationales et fonctionnaires dont la principale responsabilité est la diffusion des statistiques nationales.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en informatique, en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé conjointement par la Banque africaine de développement et le Département des statistiques du FMI, se centre sur le recueil, la présentation et la diffusion de statistiques économiques et monétaires, et sur les aspects pratiques de la diffusion de données de la page de données nationales récapitulatives (PDNR). Il présente les normes statistiques internationales, les normes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées (SDMX) et les codes normalisés, et explique en quoi ils facilitent l'échange de données. Il donne aussi l'occasion d'utiliser l'infrastructure OpenData de façon pratique pour communiquer des données au FMI. Le cours s'articule autour d'une étude de cas, offrant ainsi une formation pratique.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer les avantages de la plateforme OpenData (ODP) pour harmoniser la diffusion des données des statistiques officielles.
- ▶ Utiliser l'ODP pour héberger la PDNR de leur pays, notamment :
  - en créant et actualisant des ensembles de données sur l'ODP afin de diffuser les données;
  - en créant des tableaux de bord sur l'ODP pour visualiser le contenu des ensembles de données;
  - en permettant la diffusion de données SDMX lisibles par machine sur l'ODP;
  - en tenant à jour la PDNR de leur pays.
- ▶ Suivre des pratiques de bonne gouvernance pour gérer le contenu des données de l'ODP.
- ▶ Adopter l'ODP pour mettre en place la PDNR suivant le SGDD amélioré (SGDD-a).

## Statistiques de commerce international de biens et services (SCI)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité est d'établir les statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale. Les participants doivent être familiarisés avec la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)*.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, proposé par le Département des statistiques du FMI, aide les participants à maîtriser les concepts nécessaires, et il offre des conseils pratiques sur les sources de données et les techniques permettant d'établir des statistiques sur le commerce international de biens et services. Le cours s'appuie principalement sur le *Guide d'établissement des statistiques* qui accompagne le *MBP6* de 2014 et sur le *Guide d'établissement des statistiques* qui accompagne le *Manuel des statistiques du commerce international des services* de 2010. Le cours comprend une série d'exposés, d'ateliers et de débats pléniels sur les pratiques nationales couvrant les concepts, sources et méthodes de compilation des statistiques relatives au commerce international de biens et services. Eu égard aux difficultés que présente l'établissement de statistiques dans certaines catégories telles que le secteur manufacturier et le négoce international, les assurances, les services financiers et les BTP, le cours insiste sur les aspects particuliers à leur traitement et aux modalités d'enregistrement dans la balance des paiements. Les participants ont l'occasion de débattre des problèmes de compilation qu'ils rencontrent et de découvrir de nouvelles perspectives de l'utilisation analytique des statistiques du commerce international de biens et services.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Enrichir leurs connaissances en matière d'établissement des comptes liés au commerce international de biens et services dans le cadre de la balance des paiements, selon les techniques fournies dans le *Guide d'établissement des statistiques* accompagnant le *MBP6* de 2014 et le *Guide d'établissement des statistiques* qui accompagne le *Manuel des statistiques du commerce international des services* de 2010.

- ▶ Définir les nouvelles sources de données qui pourraient améliorer l'établissement de statistiques de commerce international de biens et services.
- ▶ Considérer les techniques statistiques appropriées pour traiter des questions complexes de méthodologie et de compilation.
- ▶ Tirer les enseignements de l'expérience d'autres statisticiens en exploitant les possibilités d'apprentissage entre pairs.

## Statistiques de comptabilité nationale (SCN)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires chargés d'établir les statistiques de comptabilité nationale au sein des organismes responsables des données officielles de comptabilité nationale.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des statistiques du FMI, traite des aspects théoriques et pratiques de l'établissement des statistiques de comptabilité nationale à partir du *Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)*. Le cours comprend des exposés sur les questions de méthodologie et de compilation traitées dans le *SCN 2008*, ainsi que des ateliers comprenant des travaux pratiques d'établissement de comptes. Il vise à former les participants à la compilation du PIB annuel à prix courants et en volume en suivant les approches production et dépenses. Le cours commence par un aperçu du système de comptabilité nationale en présentant la séquence de comptes pour les transactions et autres flux ainsi que des bilans, à partir du *SCN 2008*. Il couvre les principaux concepts liés aux opérations, autres flux économiques, stocks, unités institutionnelles, classifications et principaux agrégats macroéconomiques mesurés par le système. Les principaux exposés et ateliers portent sur 1) le compte de production, couvrant la définition et les mesures de production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée; les questions de valorisation; et le traitement des secteurs particuliers; 2) les données sources et la problématique de l'établissement du PIB en suivant les approches production et dépenses; 3) les déflateurs et le calcul des mesures de PIB en volume; et 4) les questions particulières liées aux opérations en biens et services, y compris la structure de ressources et emplois, l'ajustement de la valeur des stocks, la consommation de capital fixe, et l'économie invisible et informelle. Le cours accorde également une grande place au partage d'expériences entre participants.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Comprendre les principaux concepts et définitions du *SCN 2008*.
- ▶ Décrire la compilation du PIB en suivant les approches production, dépenses et revenu.
- ▶ Traiter de l'importance des mesures de prix et de volume dans les comptes nationaux.
- ▶ Expliquer la valeur de statistiques de comptabilité nationale de qualité aux responsables politiques et aux décideurs.

## Statistiques de finances publiques (SFP)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité est l'établissement des statistiques de finances publiques.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, proposé par le Département des statistiques du FMI, porte sur le cadre conceptuel des statistiques de finances publiques (SFP), tel que présenté dans le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* du FMI (mise à jour du *Manuel 2001*), ainsi que sur les aspects pratiques de l'établissement des données. Les concepts fondamentaux, les principes comptables et les classifications détaillées sont traités dans le cadre de la nouvelle méthodologie harmonisée avec le système de la comptabilité nationale. Le cours examine les règles de comptabilité et le champ d'application des SFP (notamment la comptabilité sur la base des droits et obligations), l'évaluation, la classification, la dette, les bilans ainsi que les sources et les méthodes utilisées dans l'établissement des statistiques. Il couvre également la déclaration des données au FMI. Il s'articule autour d'une série d'études de cas.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer les concepts de base, définitions et principes comptables du cadre intégré de SFP.
- ▶ Classifier la situation des stocks et des flux de base de l'État selon le *MSFP 2014*.
- ▶ Appliquer les principes généraux pour classer une entité dans le secteur public ainsi que dans les sous-secteurs pertinents comme les administrations publiques et les entreprises publiques.

## Statistiques de finances publiques – Cours avancé (SFP-A)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité depuis au moins trois ans est l'établissement des statistiques de finances publiques, et qui traitent régulièrement de dossiers complexes de méthodologie de SFP, tels que ceux décrits ci-dessous.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, proposé par le Département des statistiques du FMI, porte sur le cadre conceptuel des statistiques de finances publiques (SFP), tel que présenté dans le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* du FMI (*MSFP 2014*), en insistant sur les nouveaux concepts présentés dans ce manuel. Les participants doivent être familiarisés avec le cadre de SFP et son système de classification. En s'appuyant sur le cadre intégré de SFP, le cours traite de questions transversales complexes, telles que les passifs liés aux régimes de pensions de la fonction publique, systèmes de garantie standard, contrats, locations et licences. Le cours examine en outre le périmètre du secteur public en accordant une attention particulière aux cas complexes et limites. Il traite de la concordance des données au plan interne et intersectoriel, de la coordination entre organismes producteurs de données et de la présentation et de la communication avec les utilisateurs. Le cours comprend des exposés et des débats.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer les nouveaux concepts adoptés dans le *MSFP 2014*.
- ▶ Appliquer les principes généraux du *MSFP 2014* aux questions complexes et transversales de SFP dans le cadre intégré, comme par exemple les passifs liés aux régimes de pensions de la fonction publique, les systèmes de garantie standard, les contrats, les locations et les licences, ainsi que les questions de sectorisation correspondant à des cas limites.

## Statistiques de la dette du secteur public (SDP)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité est l'établissement des statistiques de la dette du secteur public.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des statistiques du FMI, porte sur le cadre conceptuel des statistiques de la dette du secteur public présenté dans le *Guide d'établissement des statistiques de la dette du secteur public* et aborde aussi les aspects pratiques de l'établissement des données de la dette du secteur public. Les concepts fondamentaux, les principes comptables et les détails de la classification sont examinés dans le contexte de la méthodologie qui est harmonisée avec les statistiques de finances publiques et le système de comptabilité nationale. Le cours traite des règles relatives au champ d'application et à la comptabilité de la dette du secteur public, de la valorisation, de la classification, des principales questions méthodologiques ainsi que des sources et des méthodes auxquelles il est fait appel pour établir les statistiques. Il aborde en outre la communication des données sur la dette au FMI et à la Banque mondiale. Il s'articule autour d'une série d'études de cas.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Définir la dette brute et nette et expliquer les concepts fondamentaux et les principes comptables applicables à l'établissement des statistiques de la dette du secteur public.
- ▶ Classifier les positions d'endettement du secteur public suivant le *Guide d'établissement des statistiques de la dette du secteur public*.
- ▶ Appliquer les principes généraux pour classifier une entité dans le secteur public ainsi que dans les sous-secteurs pertinents du secteur public comme les administrations publiques et les entreprises publiques.
- ▶ Communiquer au FMI et à la Banque mondiale des statistiques trimestrielles sur la dette du secteur public couvrant au minimum l'administration centrale.

## Statistiques de position transfrontalière (SPT)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires dont la principale responsabilité est l'établissement des statistiques de position extérieure globale (PEG) ou les statistiques de dette extérieure (SDE), ainsi que celles ayant trait à l'*Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP)* et l'*Enquête coordonnée sur l'investissement direct (ECID)*.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des statistiques du FMI, offre une formation sur la méthodologie d'établissement et de diffusion des statistiques de la position transfrontalière, y compris la PEG, les données pour mémoire et les données supplémentaires en suivant le *MBP6*; les SDE, y compris la composition par monnaie, l'échéance résiduelle et le calendrier du service de la dette; l'*ECIP*, y compris les données sectorielles; et l'*ECID*. Les exposés et discussions portent principalement sur les concepts généraux et les pratiques d'établissement des statistiques, et les exercices permettent de mettre les connaissances acquises en pratique. Les participants auront également l'occasion de traiter des problèmes qu'ils ont rencontrés dans l'établissement des statistiques et de mieux appréhender les utilisations analytiques des comptes internationaux. Le cours reposera sur le *MBP6*, les *Statistiques de la dette extérieure – Guide pour les statisticiens et les utilisateurs* de 2013, le *Guide ECIP* de 2010 et le *Guide ECID* de 2015. Il s'inspirera, le cas échéant, des initiatives du G-20 sur les déficits de données.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Établir la PEG, les SDE, l'*ECIP* et l'*ECID*, ainsi que les données pour mémoire, les données supplémentaires de la PEG et les tableaux sur les statistiques de la dette extérieure, suivant le cadre conceptuel des statistiques de position transfrontalière.
- ▶ Trouver de nouvelles sources de données pour établir les statistiques de position transfrontalière.
- ▶ Appliquer les techniques d'établissement des données et les pratiques optimales de diffusion liées aux statistiques de position transfrontalière (PEG, SDE, *ECIP* et *ECID*).
- ▶ Illustrer les relations entre la PEG et la balance des paiements, et en quoi les données sur la position transfrontalière peuvent être intégrées dans le cadre macroéconomique général.
- ▶ Tirer les enseignements de l'expérience d'autres statisticiens, grâce aux possibilités d'apprentissage, et approfondir les connaissances relatives à l'utilisation analytique des statistiques de position transfrontalière.
- ▶ Traiter de l'utilisation analytique des statistiques de position transfrontalière.
- ▶ Mettre en évidence les déficits de données éventuels des statistiques de position transfrontalière dans les pays participants en prenant pour référence les initiatives du G-20 sur les déficits de données.

## Statistiques des prix (SP)

**PUBLIC VISÉ :** Spécialistes expérimentés de l'établissement des indices des prix à la consommation (IPC), indices des prix à la production (IPP) ou indices des prix à l'exportation et à l'importation (IPXI).

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département des statistiques du FMI, a pour objectif d'aider les participants à mieux comprendre

en théorie et en pratique l'établissement des IPC, des IPP et des IPXI. Il examine la théorie des indices et ses implications pratiques concernant le choix d'une formule de calcul de l'indice à des niveaux plus ou moins élevés d'agrégation. Il traite également des méthodes d'échantillonnage et de recueil des données auprès des détaillants et des entreprises. Le rôle de déflateur des indices de prix dans le *SCN 2008* est également abordé, tout comme les principes de champ d'application et de valorisation. Des séances sont consacrées aux thèmes suivants :

- ▶ Méthodes de traitement des articles indisponibles de manière temporaire ou permanente.
- ▶ Ajustements de prix dus à des changements de qualité et à l'intégration de nouveaux produits, établissements et points de vente.
- ▶ Concordanance des indices avec la révision des structures de pondération.

Ce cours s'inspire des principes et recommandations formulés dans les manuels de l'IPC (2004), de l'IPP (2004) et des IPXI (2009).

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Appliquer les principes de la théorie de l'indice des prix.
- ▶ Déterminer dans quelle mesure un indice des prix respecte les pratiques optimales internationales.
- ▶ Appliquer des méthodes permettant de résoudre les difficultés d'établissement des indices telles que les articles indisponibles, les changements de qualité et l'actualisation des indices.

## Statistiques monétaires et financières – Cours avancé (SMF-A)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires des banques centrales chargés de l'établissement des statistiques monétaires.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Il est recommandé d'avoir suivi le cours SMF-I.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des statistiques du FMI, initie les participants aux aspects fondamentaux de l'établissement de statistiques monétaires, en insistant particulièrement sur les autres sociétés financières (ASF). Il fournit également une vue générale des statistiques financières et de la comptabilité nationale. Les supports du cours s'appuient sur le *Manuel de statistiques monétaires et financières* et le *Guide pour l'établissement des statistiques monétaires et financières* (en anglais seulement). Bien que ce cours résume les grands principes qui sous-tendent l'établissement des statistiques monétaires, les participants doivent déjà en avoir une bonne connaissance (acquise, par exemple, en participant au cours SMF-I). Une partie fondamentale du cours porte sur les caractéristiques des différentes autres sociétés financières (sociétés d'assurance, fonds de pension, fonds d'investissement non monétaires, etc.), la structure habituelle de leur bilan et leur rôle dans le secteur financier. Le cours couvre également certains aspects des statistiques financières, dont les stocks et flux financiers de tous les secteurs de l'économie nationale et leur interaction avec le reste du monde, l'approche bilancielle de l'analyse des facteurs de vulnérabilité et les liens entre les statistiques monétaires, de balance des paiements, de finances publiques et de comptabilité nationale. Il comprend des présentations didactiques ainsi que des études

de cas qui donnent l'occasion aux participants de se familiariser avec les aspects pratiques de l'établissement des statistiques monétaires pour les autres sociétés financières et avec les principes de base qui sous-tendent l'établissement de la comptabilité nationale. À la fin du cours, les participants devront faire un bref exposé sur les questions d'établissement des statistiques monétaires dans leur propre pays.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Faire la distinction entre les différents types d'autres sociétés financières et décrire leur rôle dans le secteur financier et leurs conséquences sur la collecte de données aux fins des statistiques monétaires.
- ▶ Établir les statistiques monétaires pour le secteur des autres sociétés financières suivant le formulaire standard de déclaration des données 4SR du FMI.
- ▶ Appliquer les principaux principes des statistiques financières et de la comptabilité nationale.

## Statistiques monétaires et financières – Cours d'introduction (SMF-I)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires des banques centrales chargés de l'établissement des statistiques monétaires.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par le Département des statistiques du FMI, prépare les participants à l'établissement de statistiques monétaires couvrant la banque centrale (BC) et les autres institutions de dépôts (AID), conformément aux normes internationales. Les supports du cours s'appuient sur le *Manuel de statistiques monétaires et financières* et le *Guide pour l'établissement des statistiques monétaires et financières* (en anglais seulement). Il examine les principes de résidence et de sectorisation des unités institutionnelles, les caractéristiques et types d'instruments financiers, les principes de valorisation et d'autres questions comptables qui se rapportent



à l'établissement des statistiques monétaires. Les participants se familiarisent en outre avec les caractéristiques constitutives des institutions de dépôts, notamment leur rôle comme émettrices de monnaie, et avec les grands principes de l'analyse des agrégats monétaires et des agrégats de crédit. Le cours se déroule sous forme d'exposés, d'ateliers et d'études de cas portant sur les aspects pratiques de l'établissement des statistiques monétaires, y compris l'utilisation des états financiers pour remplir les formulaires de déclaration normalisés (SRF 1SR et 2SR) pour les BC et les AID, et calculer la situation des banques centrales, des autres institutions de dépôts et de l'ensemble du secteur des institutions de dépôts. À la fin du cours, les participants devront présenter un bref exposé sur les questions d'établissement des statistiques monétaires dans leur propre pays.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Établir des statistiques monétaires (enquêtes et bilans sectoriels) pour les banques centrales et les secteurs des autres établissements financiers et des sociétés de dépôts suivant la méthode recommandée dans le *Guide pour l'établissement des statistiques monétaires et financières* (résidence, sectorisation, classification par type d'instrument financier, valorisation et autres questions comptables) à l'aide des formulaires de déclaration normalisés SRF 1SR et 2SR.
- ▶ Utiliser l'enquête monétaire et les principaux agrégats monétaires et de crédit pour analyser la politique monétaire.

## Statistiques sur les titres de dette (STD)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires des banques centrales et d'autres organismes chargés de recueillir et d'établir les statistiques sur les titres de dette.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en statistiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Il est utile d'avoir des notions de mathématiques financières.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, proposé par le Département des statistiques du FMI, permet de se familiariser à la méthode recommandée dans le manuel *Handbook on Securities Statistics* publié en mai 2015 et réalisé conjointement par le FMI, la Banque des règlements internationaux et la Banque centrale européenne. Il couvre notamment les thèmes suivants : définition et caractéristiques des titres de dette, titrisation et autres opérations connexes, valorisation et enregistrement des titres de dette, dispositifs de classification et tableaux de présentation des titres de dette et bases de données titre par titre. Un exercice pratique sur la valorisation et l'enregistrement des différents types de titres de dette complète les exposés.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Définir les concepts qui sous-tendent les statistiques sur les titres de dette en termes de sectorisation, de valorisation et de règles comptables.
- ▶ Décrire le cadre nécessaire pour construire des bases de données titre par titre et les difficultés techniques qu'il pose.
- ▶ Calculer les valeurs nominales et marchandes des différents types de titres de dette en fonction de leurs caractéristiques et des fluctuations du marché.
- ▶ Interpréter les tableaux de présentation des statistiques sur les titres de dette recommandées dans les initiatives du G-20 sur les déficits de données.



# POLITIQUES MONÉTAIRES, DE CHANGE ET DU COMPTE DE CAPITAL



## Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (AMPM)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur prenant des décisions de politique monétaire et agents chargés de l'analyse et de la prévision macroéconomiques ou de la gestion des modèles macroéconomiques.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Il leur est fortement recommandé de suivre le cours Politique monétaire (PM) et le cours en ligne Prévision macroéconomique (PMx) avant de s'inscrire au cours AMPM. Les participants doivent être familiarisés avec l'usage de logiciels quantitatifs tels que EViews et Matlab/Octave, mais il n'est pas obligatoire qu'ils en aient une connaissance précise.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par l'IDC, donne une formation rigoureuse sur l'utilisation des modèles simples dynamiques néo-keynésiens pour réaliser des analyses et des prévisions monétaires, en mettant l'accent sur l'analyse des politiques monétaires pour faire face aux déséquilibres et aux chocs macroéconomiques. Il équipe les participants avec les outils nécessaires pour élaborer et/ou développer un modèle de façon à l'adapter à la politique monétaire de leur pays. Des études de cas servent à consolider les connaissances des participants et les aident à comparer et évaluer diverses expériences.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Personnaliser un modèle simple d'une économie qui représente le mécanisme de transmission de la politique monétaire et les chocs auxquels elle risque d'être confrontée.
- ▶ Acquérir et appliquer les outils employés dans les banques centrales modernes pour réaliser une analyse de la politique monétaire et des prévisions à l'aide d'un modèle pratique sur Matlab.
- ▶ Procéder à des prévisions immédiates et à court terme à l'aide de diverses techniques économétriques d'estimation et d'avis d'experts.
- ▶ Utiliser le modèle pour élaborer des projections cohérentes à moyen terme de grandes variables macroéconomiques telles que la production, l'inflation, le taux d'intérêt et le taux de change.
- ▶ Mettre en évidence les risques que présentent les prévisions de référence et élaborer des prévisions à moyen terme pour les divers scénarios prévoyant que ces risques se matérialiseront.
- ▶ Commencer à construire un modèle simple d'analyse de la politique monétaire à l'aide des données nationales lorsqu'ils rentreront dans leur pays.

## Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques (APM)

**PUBLIC VISÉ :** Décideurs de niveau débutant à intermédiaire dans les banques centrales et ministères des finances responsables de la politique de gestion du compte de capital. Aucune connaissance préalable du sujet n'est nécessaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et avoir une bonne connaissance de l'analyse quantitative ainsi que des notions de base de Microsoft Excel. Il est recommandé d'avoir suivi le cours Programmation et politiques financières (PPF) ou le cours Diagnostics macroéconomiques (DM).

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, proposé par l'IDC, vise à mieux faire connaître la dynamique des flux de capitaux et leur effet sur la croissance économique, la volatilité macroéconomique et le risque de crise. Il analyse les mesures possibles pour tirer parti de l'intégration du marché des capitaux tout en réduisant au minimum et en atténuant ses effets défavorables. Le cours commence par un rappel sur les statistiques de la balance des paiements et une description d'autres indicateurs des flux de capitaux et de l'ouverture du compte d'opérations financières (des mouvements de capitaux). Dans la deuxième partie, il introduit les facteurs déterminants des flux de capitaux et le lien entre ces flux et la croissance économique, la volatilité macroéconomique et le risque de crise. Le cours se termine par une analyse des outils de gestion du compte de capital et de leurs relations avec la réglementation financière et les interventions sur les marchés des changes. Le cours comprend des études de cas sur des crises effectivement survenues, qui montreront aux participants comment le cadre d'action et l'accumulation des facteurs de vulnérabilité qui n'ont été ni reconnus ni pris en compte ont provoqué une crise. Pendant le cours, il est attendu des participants qu'ils participent activement aux discussions et travaillent sur des exercices pratiques en ateliers afin de consolider leurs acquis théoriques.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer la dynamique du compte de capital à l'aide de la balance des paiements d'un pays donné.
- ▶ Identifier le ou les risques financiers et économiques qu'engendre un marché mondial des capitaux dans les petits et les grands pays.

- ▶ Montrer comment l'action des pouvoirs publics peut influencer sur les crises du compte de capital (et les prévenir) et déterminer les difficultés qu'affronte un pays pour stabiliser l'économie suivant différents scénarios économiques.
- ▶ Évaluer l'effet des politiques de réformes financières, tant sur la croissance économique que sur le risque de crises financières.
- ▶ Définir une crise du compte de capital et évaluer ses coûts connexes.
- ▶ Proposer des mesures gouvernementales pour faire face aux crises futures et réduire leur coût, ou les éviter.

## Politique de change (PC)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de carrière de niveau débutant à intermédiaire, et dont les activités sont liées à l'analyse des taux de change et de la politique de change.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente, et être familiarisés avec Microsoft Excel et les applications en Microsoft Excel. Avant de commencer ce cours, il est recommandé d'avoir suivi soit le cours Programmation et politiques financières (PPF), soit le cours Diagnostics macroéconomiques (DM). Les participants doivent également avoir une connaissance pratique de Microsoft Word, Excel, PowerPoint et EViews.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, proposé par l'IDC, offre une vision d'ensemble de la politique de change et de l'analyse des taux de change. Dans une première partie, ce cours

- ▶ présente les principaux concepts et définitions utilisés dans l'analyse des taux de change, dont le désalignement du taux de change;
- ▶ explique en quoi une évolution du taux de change réel peut influencer sur l'ajustement extérieur et la croissance;
- ▶ présente les méthodes permettant d'estimer le taux de change réel d'équilibre et explique l'approche du solde extérieur du FMI pour mesurer le degré de désalignement du taux de change réel;
- ▶ traite également de différents aspects des interventions sur les marchés des changes : objectifs, modalités, efficacité, modes d'évaluation de l'adéquation des réserves et gestion des réserves de change.

Dans une deuxième partie, le cours porte sur les compromis de politique macroéconomique dans différents régimes de change, le choix du régime de change et les principales difficultés de la politique de change dans les pays en développement et les pays émergents, telles que l'utilisation de régimes hybrides, la sortie contrainte ou non des régimes de change fixes et les motifs de la «peur du flottement».

Le cours se termine sur une analyse des crises de change, des politiques macroéconomiques permettant de les prévenir et des outils analytiques utilisés pour les anticiper.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Déterminer si les réserves de change sont suffisantes à l'aide des indicateurs classiques et nouveaux de l'adéquation des réserves.
- ▶ Évaluer l'efficacité des interventions sur le marché des changes à l'aide d'étude de cas d'interventions.
- ▶ Mesurer le désalignement du taux de change à l'aide de méthodes et de modèles différents, et notamment de la méthode d'évaluation du solde extérieur du FMI.
- ▶ Créer des systèmes d'alerte avancée des crises de change à l'aide de données sur les taux de change nominaux et les réserves internationales.
- ▶ Estimer la probabilité que survienne une crise de change à l'aide de techniques économétriques faisant appel à des données de panel.
- ▶ Adapter les modèles et les techniques enseignés dans ce cours (méthode d'évaluation du solde extérieur, paramètres d'adéquation des réserves, systèmes d'alerte avancée, etc.) aux données du pays considéré et utiliser ceux qui se révèlent pertinents aux fins d'analyse des politiques publiques.

Les participants pourront aussi :

- ▶ Décrire le choix du régime de change et la façon dont les caractéristiques d'un pays peuvent influencer sur ce choix.
- ▶ Mettre en évidence les incohérences des politiques publiques qui peuvent provoquer des crises de change, et identifier les politiques publiques à même de les prévenir.

## Politique monétaire (PM)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau débutant à intermédiaire de pays émergents et de pays à faible revenu souhaitant comprendre et analyser la conduite de la politique monétaire et ses relations avec le reste de l'économie.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente, et être familiarisés avec Microsoft Excel et les applications en Microsoft Excel. Ce cours offre une perspective générale. Il est recommandé aux participants souhaitant le suivre d'avoir préalablement pris quelques cours généraux de macroéconomie, par exemple les cours Programmation et politiques financières (PPF) et Diagnostics macroéconomiques (DM), ou d'avoir suivi les modules en ligne de ces cours, le cas échéant.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par l'IDC, fait un tour d'horizon complet des régimes de politique monétaire, des mécanismes de transmission de la politique monétaire et du rôle de la politique monétaire dans la stabilisation macroéconomique. Il offre un trait d'union entre la théorie, les données empiriques et l'expérience opérationnelle en illustrant les problèmes d'optimisation et les compromis inhérents aux décisions de politique monétaire. Les connaissances sont acquises à l'aide d'exposés qui initient aux concepts fondamentaux, puis dans des ateliers pratiques. Les études de cas servent à consolider les connaissances des participants et les aident à comparer et évaluer diverses expériences.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Analyser comment les décisions de politique monétaire sont prises suivant les différents régimes pour stabiliser les prix.
- ▶ Déterminer comment ces décisions se transmettent à l'économie réelle.
- ▶ Évaluer comment l'économie et la politique monétaire réagissent aux chocs macroéconomiques dans différents cadres de politique monétaire, et exposer les résultats à leurs pairs.

Les agents des banques centrales devraient aussi pouvoir :

- ▶ Élaborer un cadre de politique monétaire robuste.
- ▶ Prescrire les politiques adaptées au cadre choisi.



# SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER



## Analyse des risques macrofinanciers systémiques (ARMS)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires des départements chargés de la stabilité financière au sein des banques centrales, des autorités de réglementation et de contrôle bancaires et des ministères des finances.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en finances. Une expérience de l'analyse de la stabilité financière est souhaitable.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, offre une vision d'ensemble des théories, outils et techniques nécessaires pour réaliser une évaluation approfondie de la surveillance du secteur financier et des relations d'interdépendance et des rétroactions entre les banques et les États. Parmi les thèmes traités figurent les suivants :

- ▶ extraction d'informations à partir des bilans et des informations sur les marchés;
- ▶ outils de suivi des risques systémiques;
- ▶ bilans pondérés des risques des entreprises et des établissements financiers qui procèdent à des analyses des créances conditionnelles (ACC);
- ▶ risque de crédit et coûts de financement, et effets qu'ils subissent de l'évolution des bilans et de la propension au risque du marché;
- ▶ évaluation des risques systémiques à l'aide de divers modèles, avantages et inconvénients, et classification montrant en quoi ils sont liés;
- ▶ calibrage des bilans pondérés des risques souverains;
- ▶ tests de résistance macroéconomiques renforcés à l'aide d'ACC;
- ▶ analyse des risques macrofinanciers et tests de résistance conjoints banques et pays;
- ▶ modélisation des relations d'interdépendance et des rétroactions entre les variables macroéconomiques et les indicateurs des risques commerciaux, bancaires, souverains et des particuliers;
- ▶ analyse nationale dans les cas où l'on dispose de données actualisées très fréquemment et de certaines données de marché;
- ▶ analyses réalisables dans des pays où les données sont plus limitées (des études de cas nationales et des ateliers de travail sur tableurs seront prévus).

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer comment utiliser les informations sur les bilans et les marchés pour construire des indicateurs de risques dans les secteurs des entreprises, des particuliers et des emprunteurs souverains et du secteur financier afin de mesurer et de suivre les risques sectoriels et systémiques.
- ▶ Décrire comment étalonner les bilans pondérés des risques des entreprises, des banques, des institutions financières non bancaires et des emprunteurs souverains par analyse des créances conditionnelles et techniques connexes.
- ▶ Résumer les outils et les données nécessaires pour procéder à un suivi approfondi des risques systémiques.
- ▶ Définir les entrées et sorties de données et les applications de plusieurs types de modèles de risques systémiques, les avantages et inconvénients des modèles et les relations entre eux (concepts de VaR conditionnelle, de causalité de Granger, d'espérance de perte marginale, de S-RISK et d'ACC systémiques).
- ▶ Construire des modèles qui relient les variables macroéconomiques aux séries chronologiques d'indicateurs de risques par ACC, y compris les indicateurs de risque (probabilités de défaut escomptées, différentiels de taux, pertes escomptées et engagements conditionnels) et être en mesure de réaliser :
  - des tests de résistance macroéconomiques renforcés, qui complètent et renforcent les tests de résistance macroéconomiques classiques pour les banques, avec une analyse des coûts de financement et des indicateurs de l'insuffisance de fonds propres complémentaires et de solidité;
  - des analyses de sensibilité et des rétroactions entre les variables macroéconomiques et les indicateurs de risque des banques/ du secteur bancaire, des entreprises, des ménages et des pays (utilisation d'un modèle factoriel et des modèles VAR, FAVAR, GVAR et autres);
  - des analyses de la transmission des risques des banques vers les emprunteurs souverains par l'intermédiaire des engagements conditionnels, et des emprunteurs souverains vers les banques par l'intermédiaire des dettes souveraines qu'elles détiennent directement et par l'effet indirect des écarts souverains sur les coûts de financement des banques;
  - des tests de résistance macroéconomiques pratiqués conjointement par les banques et les États.

## Classification et provisionnement des actifs du point de vue prudentiel et sous l'angle des IFRS (CPAP)

**PUBLIC VISÉ :** Les responsables de la supervision bancaire et les fonctionnaires chargés de la gestion du risque de crédit et des provisionnements pour pertes sur prêts dans les pays qui ont adopté les normes internationales d'information financière (IFRS) ou qui envisagent de le faire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques ou en finances, ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, présenté par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, a pour objectif d'expliquer divers aspects et questions liés à la classification des actifs et aux provisionnements du point de vue de la réglementation prudentielle et de la comptabilité/IFRS, ainsi que d'explorer le rôle des instances de supervision dans le travail de conciliation de ces deux perspectives. Le cours portera sur les principes en matière de provisionnement pour pertes sur prêts et sur les exigences du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, ainsi que sur les règles de comptabilisation des pertes sur prêts prescrites par l'IAS 39 et le dispositif des pertes attendues (IFRS 9), mais il abordera aussi des questions pratiques sur le plan de l'application de cette dernière norme. Des études de cas et des exercices pratiques seront proposés de manière à accroître l'efficacité du cours. Les participants seront aussi invités (et doivent être prêts) à partager leur expérience et leurs avis sur le sujet.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Comprendre les IFRS et les principes et règles liés à la comptabilisation des pertes sur prêts; les différences entre l'IAS 39 et l'IFRS 9; et les différences entre les approches de comptabilité et de réglementation.
- ▶ Cerner et gérer les problèmes de supervision liés à la nécessité de concilier les exigences de comptabilité et de réglementation dans le provisionnement des pertes sur prêts et dans la transition des banques vers l'IFRS 9.
- ▶ Suivre les grands changements internationaux (par exemple décisions du Comité de Bâle) ayant une incidence sur l'adoption de l'IFRS 9 et comprendre les répercussions.

## Contrôle bancaire basé sur les risques (CBR)

**PUBLIC VISÉ :** Superviseurs bancaires de niveau intermédiaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en finances, et bien connaître les questions relatives à la réglementation et à la supervision bancaires.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, est centré sur les aspects fondamentaux du contrôle basé sur les risques (CBR) et sur ses objectifs; il en examinera aussi les défis et les principaux facteurs de réussite. Le cours couvre les principales composantes du CBR et les étapes de leur mise en œuvre en combinant exposés et travaux pratiques. Il combine les échanges techniques de modélisation financière et les techniques de supervision bancaire moins analytiques. Le cours commence par une introduction aux

concepts et outils de CBR pour passer ensuite à l'évaluation des risques de crédit, de liquidité, de marché et opérationnels et aux techniques de tests de résistance. Enfin, il explique comment combiner l'information pour l'établissement de scores de supervision, l'élaboration de plans de supervision et l'affectation des ressources et activités de supervision.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire les principales composantes du CBR et expliquer leur importance pour une supervision efficace.
- ▶ Recenser divers risques bancaires et évaluer leur impact sur le profil de risque des établissements.
- ▶ Appliquer les instruments et concepts de CBR dans l'élaboration de plans de supervision et dans l'exécution des activités de supervision.

## Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (ECB)

**PUBLIC VISÉ :** Responsables du contrôle bancaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être familiarisés avec les procédures fondamentales de réglementation et de contrôle bancaires.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, offre une vision d'ensemble des questions conceptuelles et opérationnelles liées à la réglementation et supervision bancaires. Il couvre les éléments du contrôle micro- et macro-prudentiel, notamment les principes fondamentaux de Bâle, l'évolution de la réglementation bancaire, les exigences de liquidité et les tests de résistance. Il donne aussi l'occasion de faire des exercices sur des applications concrètes et des méthodes couramment utilisées par les autorités de contrôle et d'en débattre. Des exercices de simulation des programmes de contrôle et des analyses alternent avec des exposés. On attend des participants qu'ils donnent leur point de vue et partagent leurs expériences sur les différents thèmes abordés durant le cours.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier et expliquer les principales composantes du cadre réglementaire prudentiel.
- ▶ Décrire les méthodes et les outils de contrôle efficaces.
- ▶ Tirer les enseignements de menaces à la stabilité financière survenues par le passé pour tenter d'éviter qu'elles se reproduisent.

## Gestion de la dette dans les pays du CCG (GD-CCG)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur travaillant dans les services et unités des ministères des finances et banques centrales chargés de la gestion de la dette publique.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être familiarisés avec les activités de gestion de la dette dans leur propre pays. De préférence, ils doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, en finances ou en comptabilité, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, donne un aperçu des bonnes pratiques de gestion de la dette et de leur interaction avec l'environnement macrofinancier général. Il traite de la gouvernance, des dispositifs institutionnels, de la formulation et de la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et du développement du marché obligataire local. Le cours aborde également les questions présentant une importance particulière pour les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), comme par exemple la gestion des actifs et passifs souverains, les activités de relation avec les investisseurs et les indices d'obligations souveraines.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Comprendre et calculer les principaux coûts d'endettement et indicateurs de risque.
- ▶ Comprendre la structure de gouvernance et le dispositif institutionnel et leur rôle à l'appui d'une saine gestion de la dette.
- ▶ Comprendre la motivation, les objectifs et les principales composantes de la formulation d'une SDMT.
- ▶ Formuler des principes généraux de mise en œuvre d'une stratégie d'endettement.
- ▶ Formuler des politiques générales pour le développement des marchés obligataires locaux.
- ▶ Mieux coordonner les politiques de gestion des actifs et des passifs.
- ▶ Définir et suivre les questions macrofinancières liées aux politiques de dette souveraine.

## Infrastructure des marchés financiers et fintech (IMFF)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur travaillant dans les départements de supervision des systèmes de paiement et de finance et technologie (fintech) des banques centrales ou occupant des postes présentant des responsabilités comparables.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une expérience des opérations et de la supervision de l'infrastructure des marchés financiers, comme par exemple les systèmes de paiement, les systèmes de règlement des titres et les dépositaires centraux de titres.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, se centre sur les principes d'infrastructure des marchés financiers, qui visent à renforcer la sécurité et l'efficacité des dispositifs de paiements, de compensation, de règlement et d'enregistrement et, de manière plus générale, à limiter le risque systémique et à promouvoir la transparence et la stabilité financière. L'atelier se veut interactif en combinant les exposés, les simulations d'études de cas et les discussions de panel. Les exposés se centrent sur les 24 principes des infrastructures de marché financier et les 5 responsabilités pour les autorités, le cadre de déclaration et la méthodologie d'évaluation, et d'autres thèmes importants tels que la cyber-résilience, la technologie des registres distribués et la fintech. Après avoir acquis des connaissances de base sur les normes, les participants les appliquent à un pays hypothétique afin d'évaluer la conformité aux systèmes de paiement et de règlement des titres et au dépositaire central de titres. Les exercices

d'auto-évaluation, fondé sur les principes fondamentaux, traitent des fondements juridiques, du risque de crédit, des garanties, de la gestion des défauts, des risques de liquidité, des dépositaires centraux de titres, des règlements monétaires, du risque économique général et du risque opérationnel. Les activités d'auto-évaluation sont suivies d'un examen des résultats dans le cadre de présentations et de compte rendu de groupe.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Établir le niveau requis de maîtrise des principes d'infrastructure des marchés financiers.
- ▶ Comparer l'expérience pratique des auto-évaluations des infrastructures de marché financier aux normes internationales.
- ▶ Détecter les doutes, lacunes ou insuffisances en matière de conformité et recommander des solutions.
- ▶ Appréhender les changements récents, et notamment l'aggravation des cyber-menaces et les technologies de registres distribués, et en quoi ils agissent sur les infrastructures de marché financier, la réglementation et la stabilité financière.

## Questions actuelles liées à la réglementation et au contrôle des banques (RCB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur travaillant dans les services du contrôle et de la réglementation de banques centrales ou d'organismes de contrôle bancaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une expérience de la réglementation et du contrôle bancaires.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, passe en revue les faits nouveaux en matière de supervision et de réglementation bancaires. Il traite notamment des nouvelles normes de fonds propres, des nouvelles règles de Bâle de mesure des liquidités ainsi que de la supervision des banques d'importance systémique. Chaque séance se concentrera sur des aspects qui intéressent particulièrement la région et portera sur les principales difficultés de mise en œuvre ainsi que sur les conséquences sur les banques et les autorités de contrôle. L'un des volets du cours sera consacré aux institutions financières islamiques et examinera les points communs et les différences entre les risques que présentent ces institutions et les banques traditionnelles, ainsi que les normes de fonds propres de chacune. Les participants interviendront activement en réalisant des études de cas et des travaux en groupe.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Définir et résumer les principaux éléments des normes de fonds propres de Bâle et leur mise en œuvre dans leur propre pays.
- ▶ Décrire les dernières réformes et les derniers changements intervenus dans d'autres réglementations bancaires internationales.
- ▶ Identifier les bonnes pratiques de contrôle permettant de déterminer et d'évaluer les risques bancaires et de prendre les mesures prudentielles qui s'imposent.

## Restructuration et résolution des banques (RRB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur de banques centrales, d'autorités de contrôle, d'instances de réglementation, de ministères des finances, de caisses de garantie des dépôts et d'autres organismes chargés de la supervision et de la résolution des banques et du fonctionnement des filets de sécurité financière.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques, en finances ou en comptabilité, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, offre une vision d'ensemble des questions conceptuelles et opérationnelles liées à la restructuration et à la résolution des banques en difficulté. Il aborde les thèmes suivants :

- ▶ *Identification et contrôle des banques en difficulté* : tour d'horizon des causes les plus courantes des problèmes bancaires et des moyens de les identifier, des modes de contrôle des banques fragiles et des techniques permettant de quantifier les problèmes systémiques des banques (examens de la qualité des actifs et tests de résistance).
- ▶ *Préparation aux crises* : éléments de régimes efficaces de résolution, en utilisant comme référence les *Caractéristiques clés d'une résolution effective des institutions financières* du Conseil de stabilité financière; planification du redressement et de la résolution; mesures visant à déterminer l'état de préparation opérationnelle; rôle de la garantie des dépôts et traitement préférentiel des déposants.
- ▶ *Gestion des crises* : mesures visant à contenir les crises naissantes et à rétablir la confiance du public (aide d'urgence en liquidités, garanties d'actifs et de passifs et mesures administratives exceptionnelles pour mettre fin à des sorties persistantes de liquidités).
- ▶ *Restructuration et résolution bancaires* : mesures d'intervention rapide; diagnostic, triage et comptabilisation des pertes; liquidation des banques non viables; options de stabilisation pour assurer la continuité des fonctions d'importance systémique; considérations liées à l'action des pouvoirs publics et instruments d'appui public aux fonds propres; gouvernance du processus de restructuration.
- ▶ *Gestion des actifs compromis* : politiques de supervision et stratégies visant à réduire les prêts improductifs; rôle des sociétés de gestion d'actifs.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer les principaux éléments de la préparation aux crises et de leur gestion.
- ▶ Identifier les banques fragiles et proposer des stratégies visant à faire face à ces institutions.
- ▶ Évaluer le cadre de résolution bancaire national par rapport aux bonnes pratiques internationales.
- ▶ Élaborer des stratégies crédibles de restructuration et de résolution des banques d'importance systémique.
- ▶ Définir et comparer les options d'intervention face aux actifs compromis.

## Tests de résistance macroéconomiques (TRM)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des services chargés du contrôle bancaire ou de la stabilité financière au sein des banques centrales ou des autorités de contrôle bancaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une expérience des tests de résistance, des normes Bâle II et de l'analyse de stabilité financière.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, fait le point sur les tests de résistance dans le domaine bancaire et donne aux participants l'occasion d'apprendre et de mettre en application les nouveaux outils mis au point ou utilisés par le Département pour la réalisation de tests de résistance. Certains des outils font partie intégrante du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) et des missions d'assistance technique déployées dans diverses régions du monde. Le cours donne en outre aux participants l'occasion de partager leur expérience dans ce domaine important. Le cours passe en revue les objectifs des tests de résistance et des méthodologies et techniques actuellement utilisées à cette fin et offre des conseils sur certaines des pratiques optimales d'application de ces techniques. Une grande partie du cours est composée de modules pratiques qui exposent les participants à l'ensemble du cycle des tests de résistance, depuis la saisie de données et l'estimation des modèles économétriques jusqu'à la création de liens macrofinanciers pour définir des hypothèses, réaliser des essais et résumer et présenter les résultats.

Le cours accorde une place de choix aux éléments de solvabilité et de liquidité des tests de résistance. Il se termine par une table ronde durant laquelle les participants partagent leurs connaissances et l'expérience de leur pays.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Définir les différentes sources de risque.
- ▶ Relier les changements des variables macroéconomiques aux variables bancaires.
- ▶ Reconnaître les différentes sources de contagion.
- ▶ Évaluer la résilience.
- ▶ Évaluer la pertinence de la gestion de liquidités.



# ÉVALUATION DES SAUVEGARDES



## Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (ESBC)

**PUBLIC VISÉ :** Cadres de direction de banques centrales responsables de la comptabilité, de l'information financière, de l'audit, de la gestion des risques, du contrôle interne, des opérations juridiques ou de la gestion des réserves, ou qui siègent à un conseil ou à un comité chargé de la supervision de l'audit, des placements ou de la communication des informations financières.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou postuniversitaire dans des disciplines telles que comptabilité, gestion, sciences économiques, finance ou droit, ou avoir acquis une certification professionnelle dans le domaine de l'audit (comptables agréés ou experts-comptables, auditeurs internes ou auditeurs informatiques) ou de la finance (analystes financiers agréés).

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département financier et le Département juridique du FMI, vise à familiariser par des méthodes interactives les responsables des banques centrales avec la méthodologie de l'évaluation des sauvegardes du FMI. Le cours met l'accent sur l'importance de la gouvernance, de la transparence et de l'attribution des responsabilités dans la banque centrale pour améliorer les sauvegardes financières. Il offre

aussi aux agents des banques centrales un cadre dans lequel ils peuvent procéder à des échanges de vues sur leur expérience du renforcement des sauvegardes et de la gestion des nouveaux défis ou problèmes auxquels ils sont confrontés. Il conjugue exposés et débats interactifs, ateliers et études de cas consacrés aux principaux aspects de ces évaluations, notamment les mécanismes d'audit externe et interne, l'information financière, le système de contrôles internes, la gestion des réserves internationales et la communication des données monétaires au FMI. En outre, le cours passe en revue les principaux concepts à la base de l'autonomie et de la bonne gouvernance dans les textes de loi relatifs à la banque centrale.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Analyser les points forts et les faiblesses des sauvegardes financières de la banque centrale de leur pays.
- ▶ Déterminer les mesures précises pour renforcer ces sauvegardes.
- ▶ Utiliser les principales pratiques appliquées par les banques centrales en matière de bonne gouvernance, d'autonomie, d'obligation de rendre compte et de transparence de la banque centrale.
- ▶ Décrire et expliquer les exigences de la politique de sauvegardes du FMI et l'importance de la mise en œuvre des recommandations en la matière.



# COURS SPÉCIALISÉS



## Croissance inclusive (CI)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur chargés de la planification économique et stratégique ainsi que du suivi et de l'évaluation des politiques publiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités et à promouvoir la création d'emplois.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou en sciences sociales, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, vise à permettre aux participants de maîtriser les concepts de croissance inclusive et à les doter de certains outils analytiques et opérationnels pour évaluer, mesurer et suivre en quoi les politiques macroéconomiques peuvent agir sur la croissance, la pauvreté et les inégalités, ainsi que sur la création d'emplois. Des conférences initient aux concepts de base de la croissance inclusive, en s'intéressant particulièrement aux questions de viabilité à long terme, tandis que des ateliers permettent aux participants d'appliquer ces concepts et de réfléchir à l'élaboration de stratégies de croissance inclusive à l'aide d'études de cas nationales.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Interpréter les indicateurs de pauvreté et d'inégalités.
- ▶ Analyser comment les politiques macroéconomiques favorisent la croissance, l'égalité et la réduction de la pauvreté.
- ▶ Mettre en évidence les obstacles à une croissance inclusive et classer les réformes par ordre de priorité.
- ▶ Élaborer une stratégie de croissance inclusive pour leur propre pays.

## Diagnostic des vulnérabilités (DV)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de tous niveaux des banques centrales et des ministères des finances, chargés du suivi et de l'évaluation des vulnérabilités et des risques au niveau national et régional.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, avoir des connaissances de base en économétrie et être familiarisés avec l'utilisation de logiciels d'applications économétriques.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, complète le cours sur les diagnostics macroéconomiques (DM) en étoffant la capacité des participants à évaluer les facteurs de vulnérabilité budgétaire,

financière et extérieure de façon intégrée en faisant appel à plusieurs outils de diagnostic capables de cerner les risques extrêmes.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Identifier des mesures efficaces destinées à faire face aux facteurs de vulnérabilité budgétaire, financière et extérieure.
- ▶ Décrire comment des facteurs de vulnérabilité peuvent apparaître des suites de chocs défavorables ou de politiques déficientes, et montrer comment ces vulnérabilités peuvent se transformer en crises.
- ▶ Utiliser des outils de diagnostic afin de suivre des indicateurs de vulnérabilité et prédire des indicateurs de risques extrêmes, comme les outils actuellement utilisés dans la surveillance du FMI.
- ▶ Adapter les outils de diagnostic aux données des pays en les organisant comme matrices des rapports sur les vulnérabilités des pays.

## En ligne : Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPRx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont invités à s'inscrire. Ce cours est particulièrement destiné aux fonctionnaires des banques centrales, des ministères des finances et d'autres organismes publics compétents qui interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans les pays riches en ressources naturelles. Il se déroule en anglais.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques serait utile. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne, animé par l'IDC et le Département des finances publiques du FMI, porte sur les questions de politique macroéconomique et les défis auxquels sont confrontés les pays riches en ressources naturelles.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Déterminer en quoi les performances économiques des pays riches en ressources naturelles peuvent différer de celles d'autres pays (au regard de la croissance, de la croissance inclusive, de l'économie politique, de la malédiction des ressources, de la diversification, du syndrome hollandais, etc.).
- ▶ Appliquer des règles budgétaires simples pour déterminer quel volume extraire, consommer et épargner du produit de la vente de ressources naturelles, ainsi que les modalités d'épargne, par exemple un fonds souverain.
- ▶ Élaborer un cadre assorti d'objectifs et de priorités clairs qui assure une viabilité budgétaire à long terme et prend en compte la volatilité des cours des produits de base, dans lequel le secteur public joue un rôle de soutien au régime budgétaire et aux dépenses publiques.
- ▶ Définir les mesures macroéconomiques qui s'imposent face aux chocs des cours des produits de base.
- ▶ Évaluer les avantages et les inconvénients des politiques visant à encourager la diversité et la transparence dans la gestion des ressources naturelles.

## Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances et d'autres organismes publics compétents qui interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans les pays riches en ressources naturelles.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par l'IDC, porte sur les questions de politique macroéconomiques auxquelles sont confrontés les pays riches en ressources naturelles. Il se déroule sous forme d'exposés, d'ateliers pratiques, de débats, d'études de cas et d'exercices d'entraînement en ligne.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Déterminer en quoi les performances économiques des pays riches en ressources naturelles peuvent différer de celles d'autres pays (au regard de la croissance, de la croissance inclusive, de l'économie politique, de la malédiction des ressources, de la diversification, du syndrome hollandais, etc.).
- ▶ Appliquer des règles budgétaires simples pour déterminer quel volume extraire, consommer et épargner du produit de la vente de ressources naturelles, ainsi que les modalités d'épargne, par exemple un fonds souverain.
- ▶ Élaborer un cadre et régime budgétaire efficace.
- ▶ Définir les mesures macroéconomiques qui s'imposent face aux chocs des cours des produits de base.
- ▶ Évaluer la portée de la transparence dans la gestion des ressources naturelles.

## Problématique économique de l'intégration régionale (PEI)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des banques centrales, des ministères des finances et d'autres ministères et organismes intéressés des pays signataires d'accords d'intégration régionale ou qui envisagent ou prévoient la mise en place d'accords de ce type. Les fonctionnaires d'organisations régionales (intergouvernementales ou supranationales) intervenant dans des processus d'intégration sont également invités à participer.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente, et maîtriser l'utilisation des tableurs.

**DESCRIPTION DU COURS :** Le principal objectif de ce cours, animé par l'IDC, est d'approfondir les connaissances de l'intégration économique, monétaire et financière. Partant d'éléments théoriques et d'études de cas tirées de l'expérience de différentes régions, il porte sur les conditions de l'intégration économique et monétaire; l'intégration commerciale, financière et monétaire; les coûts et avantages du processus d'intégration; les aspects de l'intégration liés à l'économie politique.

Les ateliers visent à approfondir les connaissances d'aspects particuliers pouvant découler de l'intégration économique et monétaire. Les participants utilisent les études de cas basées sur des données nationales pour effectuer des évaluations, et ils sont tenus de présenter leurs conclusions lors de brefs exposés.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire les différents types d'intégration et de coopération régionales, ainsi que la dynamique du processus d'intégration.
- ▶ Entamer une analyse des coûts et avantages pour leur pays de divers dispositifs d'intégration.
- ▶ Mesurer la convergence de diverses variables macroéconomiques dans la période précédant une intégration plus poussée, ainsi que la convergence ultérieure.
- ▶ Faire la synthèse des arguments économiques et politiques de l'intégration pouvant concerner leur propre pays.

## En ligne : Réforme des subventions énergétiques (RSEx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires nationaux sont invités à s'inscrire. Les agents des ministères des finances, de l'économie ou du plan qui conseillent en matière de politique macroéconomique devraient trouver ce cours particulièrement bénéfique. Il se déroule en anglais.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Une connaissance des sciences économiques serait utile. Il est essentiel d'avoir une connaissance de base de Microsoft Excel et de disposer d'un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours en ligne est proposé par l'IDC, le Département des finances publiques et le Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Il s'appuie sur une vaste analyse internationale et une expérience pratique de l'assistance technique et de l'élaboration des réformes des subventions pour formuler des recommandations sur la meilleure manière de réduire les subventions.

Ce cours introduit le concept des subventions énergétiques (définition et mesure) et présente leurs implications économiques, sociales et environnementales. Il présente également des outils permettant d'évaluer les effets redistributifs d'autres scénarios de réforme des subventions et d'élaborer un mécanisme de tarification des combustibles. Enfin, il passe en revue les pratiques optimales en matière de réforme des subventions énergétiques et présente des réussites et des échecs dans des contextes nationaux particuliers.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- Expliquer le concept de subvention énergétique et estimer les subventions avant et après impôt.

- Donner la définition des taxes énergétiques correctives et expliquer comment les calculer.
- Étudier les conséquences économiques, sociales et environnementales des subventions énergétiques.
- Expliquer comment élaborer des stratégies robustes de réforme des subventions.
- Analyser les mesures prises par les pouvoirs publics visant à atténuer les effets des réformes des subventions sur l'inflation et le bien-être des ménages.
- Utiliser l'outil Microsoft Excel pour évaluer les effets d'autres scénarios de réforme des subventions énergétiques sur des ménages appartenant à des groupes de revenus différents.
- Élaborer des mécanismes de tarification des combustibles efficaces pour atténuer la volatilité des prix des combustibles.



# QUESTIONS SPÉCIALISÉES DE FINANCES PUBLIQUES



## Analyse et prévision budgétaires (APB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires débutants des ministères des finances ou des banques centrales qui gagneraient à approfondir leur compréhension des dimensions macroéconomiques de la politique budgétaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou dans une discipline connexe, justifier d'une expérience en matière d'analyse macroéconomique et savoir utiliser le logiciel Microsoft Excel.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département des finances publiques du FMI, permet aux participants de se familiariser avec la problématique de la politique budgétaire et les effets macroéconomiques de la politique budgétaire mieux qu'ils ne pourraient le faire durant un cours classique sur la programmation et les politiques financières. Plusieurs conférences sont consacrées aux comptes et à l'analyse budgétaire, à la prévision budgétaire, à la viabilité des finances publiques, aux liens entre le secteur budgétaire et le reste de l'économie, aux dimensions budgétaires de la programmation financière, et aux questions de gouvernance et de gestion des risques.

Près de la moitié du cours se déroule sous forme d'ateliers. Ceux-ci comprennent des séances sur la comptabilité et l'analyse budgétaires, la prévision budgétaire, la viabilité des finances publiques et l'élaboration de repères en matière de finances publiques pour une étude de cas portant sur un pays.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Préparer des analyses détaillées de l'évolution des recettes et des dépenses, produire des prévisions des agrégats de recettes et dépenses et traiter des répercussions en matière de politique générale.
- ▶ Appliquer les connaissances et les compétences acquises à des évaluations en groupe de cas réels.

## Cadres budgétaires à moyen terme, règles budgétaires et conseils budgétaires : options pour assurer la viabilité des finances publiques (CBMT)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur responsables des décisions de politique budgétaire ou fournissant des conseils en la matière.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une vaste expérience des institutions de politique budgétaire.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, offert par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle que des institutions et une

gouvernance budgétaires solides peuvent jouer pour assurer la viabilité des finances publiques. Il se centre sur trois grands domaines en s'inspirant de l'expérience de nombreux pays : cadres budgétaires à moyen terme, règles budgétaires et conseils budgétaires. Le cours explique en quoi une perspective à moyen terme en matière de budgétisation peut améliorer la discipline budgétaire et la maîtrise des dépenses, et abordera les conditions préalables à remplir pour que le dispositif mis en place produise les résultats escomptés. Le cours examinera, par ailleurs, les principales composantes d'un budget à moyen terme et les liens avec les règles budgétaires. Il comprend en particulier les volets suivants :

- ▶ Les propriétés des différents types de règles budgétaires.
- ▶ Les particularités de leur conception, telles que le choix des variables ciblées, les clauses de sauvegarde, les mécanismes de correction automatique, les calendriers, les questions de coordination entre les administrations centrale et infranationales.
- ▶ L'examen particulier des règles d'équilibre budgétaire structurel, comme celles qu'exige le Pacte budgétaire de l'UE (calcul, exécution).

Le cours examine la contribution des conseils budgétaires indépendants au renforcement des résultats budgétaires en sensibilisant l'opinion publique et en renforçant la responsabilisation, tout en offrant aux pouvoirs publics une certaine marge de manœuvre.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire et expliquer en quoi les cadres budgétaires à moyen terme, les règles budgétaires et les conseils budgétaires favorisent une politique budgétaire robuste en tirant les enseignements d'expériences internationales.
- ▶ Déterminer si les pays sont prêts à adopter des cadres budgétaires à moyen terme, des règles budgétaires et des conseils budgétaires et faire face aux obstacles à leur mise en œuvre.
- ▶ Appliquer les connaissances et les compétences acquises à des évaluations en groupe de cas réels.

## En ligne : Gestion des finances publiques (GFPx)

**PUBLIC VISÉ :** Tous les fonctionnaires, notamment ceux des organismes de développement, sont invités à s'inscrire. Ce cours s'adresse en particulier aux fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des départements de gestion de la dette, des ministères de l'économie ou des services de planification financière des ministères sectoriels. Il est aussi destiné aux fonctionnaires intervenant dans le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (GFP). La formation est conçue pour des participants qui ont déjà des connaissances de base des systèmes de gestion des finances publiques et s'appuie sur cette connaissance à un niveau intermédiaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES** : Une connaissance de base des systèmes de gestion des finances publiques serait utile. Il est essentiel d'avoir accès à un ordinateur avec une connexion Internet fiable et équipé du navigateur Google Chrome.

**DESCRIPTION DU COURS** : Ce cours en ligne, offert par le Département des finances publiques du FMI, donne une vue d'ensemble des systèmes et des institutions de GFP et du renforcement des capacités dans ce domaine dans les pays en développement et les pays émergents. Il se concentre sur les questions de GFP du point de vue du FMI, à l'appui de la stabilité macroéconomique, de la croissance économique et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Cette formation couvre un large éventail de thèmes et présente la GFP comme un système intégré, et non pas comme une simple somme de spécialités. Elle se concentre donc sur les priorités de la GFP, les objectifs de réforme correspondants et les risques liés à leur mise en œuvre. Ce cours alterne les approches conceptuelles et pratiques et inclut des témoignages de ministres des finances, de praticiens ainsi que d'intervenants issus de divers pays.

**OBJECTIFS DU COURS** : À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Établir les liens entre les différentes composantes de la GFP et l'amélioration des résultats économiques et budgétaires.
- ▶ Analyser les différentes étapes du cycle de GFP en prenant en considération le contexte local et les institutions politiques.
- ▶ Identifier un cadre budgétaire à moyen terme, une structure de gestion de trésorerie et les éléments fondamentaux de la gestion des investissements publics.
- ▶ Distinguer les outils nécessaires pour une gestion efficace des risques budgétaires, les composantes de la transparence budgétaire, les rapports financiers fiables et reconnaître l'importance des contrôles internes et externes.
- ▶ Comprendre les défis en termes d'enchaînement et de priorisation des réformes de GFP.

## Institutions et discipline budgétaires (IDB)

**PUBLIC VISÉ** : Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des ministères des finances, de l'économie ou du plan, des banques centrales, des cours des comptes, des commissions budgétaires des parlements et des conseils budgétaires.

**QUALIFICATIONS REQUISES** : Les participants doivent avoir une solide expérience de la politique budgétaire, des dossiers macroéconomiques ou de la budgétisation.

**DESCRIPTION DU COURS** : Ce cours, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle des institutions budgétaires dans la promotion de la discipline budgétaire. Il couvre des questions telles que les cadres budgétaires à moyen terme, la budgétisation de haut en bas et à moyen terme, l'analyse des risques budgétaires, les règles budgétaires numériques et le rôle des parlements et des institutions budgétaires indépendantes.

**OBJECTIFS DU COURS** : À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer et décrire l'importance des institutions budgétaires pour une gestion moderne des finances publiques.
- ▶ Évaluer les points forts et les faiblesses des institutions budgétaires de leur pays et recommander des réformes réalistes et bien articulées.

## Politique et administration fiscales : théorie et pratique (PAFT)

**PUBLIC VISÉ** : Hauts fonctionnaires des ministères des finances et des administrations fiscales chargés notamment de conseiller leurs ministres sur des questions de politique fiscale et/ou de gérer l'administration fiscale. Parmi les tâches envisagées, on citera la réalisation d'évaluations et d'analyses de politique générale; la rédaction de notes de politique générale; la rédaction de textes de loi en matière fiscale; l'administration fiscale; la gestion des dossiers structurels; la planification stratégique; les technologies de l'information et les principales fonctions opérationnelles.

**QUALIFICATIONS REQUISES** : Les participants qui travaillent dans les domaines d'action des pouvoirs publics doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou dans une discipline connexe, justifier d'une expérience dans la production de rapports analytiques et maîtriser le logiciel Microsoft Excel. Les participants travaillant dans l'administration fiscale doivent être des cadres supérieurs aux deux échelons les plus élevés de leur administration.

**DESCRIPTION DU COURS** : Ce cours, offert par le Département des finances publiques du FMI, vise à étoffer les connaissances des participants sur les principales difficultés à résoudre dans la conception, l'administration et le suivi d'un système fiscal moderne. Il passe brièvement en revue les fondements théoriques de la politique fiscale et examine en détail les questions de pratique et de mise en œuvre en insistant particulièrement sur la région considérée. Les participants sont encouragés à partager leur expérience et à élaborer des stratégies destinées à améliorer leur système fiscal et son administration. Le cours comprend des exposés et des ateliers. De manière plus précise, le cours :

- ▶ donne un aperçu général des principes de conception de la politique fiscale et de leur mise en application dans le cadre de l'administration fiscale – en établissant le lien entre la politique et l'administration fiscales et en expliquant les interactions;
- ▶ passe en revue les grandes questions de conception pour les principaux impôts qui entrent dans un système fiscal moderne (par exemple l'imposition de la consommation et du revenu à assiette large, les impôts sur le patrimoine ou le régime d'imposition des petites entreprises) et examine les différentes démarches de politique fiscale selon divers contextes économiques (par exemple les pays riches en ressources naturelles par opposition à d'autres);
- ▶ examine l'organisation de l'administration fiscale, en s'inspirant de l'expérience de la région considérée et d'autres régions;
- ▶ examine les défis de l'administration fiscale en général, et en particulier de la structuration d'un système fiscal moderne.

**OBJECTIFS DU COURS** : À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Résumer les principaux principes de conception de la politique fiscale et leur mise en application dans le cadre de l'administration fiscale, par exemple en établissant le lien entre la politique et l'administration fiscales, en expliquant les interactions et en examinant comment ces principes peuvent varier selon différents contextes économiques (par exemple pays riches en ressources naturelles par opposition à d'autres).
- ▶ Définir les éléments fondamentaux des principaux impôts qui entrent dans un système fiscal moderne (par exemple l'imposition de la consommation et du revenu à assiette large, les impôts sur le patrimoine ou le régime d'imposition des petites entreprises).
- ▶ Décrire et analyser l'organisation de l'administration fiscale, ses principales fonctions et les principaux obstacles aux réformes.

- ▶ Évaluer la politique et l'administration fiscales suivant différentes perspectives, notamment une approche au niveau global, micro-économique (par source de recettes fiscales) et/ou par fonction (administration fiscale).

## Réforme des subventions aux produits pétroliers (RSP)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des ministères des finances et d'autres ministères ou organismes publics intervenant dans la tarification des produits pétroliers ou dans la politique de subvention à ces produits.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent être titulaires d'un diplôme en sciences économiques ou dans une discipline connexe. Une certaine maîtrise de Microsoft Excel est souhaitable.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine l'évolution récente de la problématique des subventions aux produits pétroliers, leur impact macroéconomique et leurs retombées environnementales et sociales. S'appuyant sur des études de cas nationales, le cours développe les principaux éléments de la réussite des réformes, dont les mesures de compensation ciblées en faveur des couches de population à faible revenu lésées par la réduction des subventions. Le cours présente également des outils pour mesurer les subventions et évaluer l'impact sur la répartition du revenu, et les divers mécanismes de tarification pouvant aider à lisser la répercussion des cours internationaux sur les prix intérieurs tout en protégeant par ailleurs le budget. Les participants pourront être invités à faire des exposés sur l'expérience de leur pays dans la tarification des carburants et la réforme des subventions.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer les différentes motivations des subventions énergétiques et la manière dont elles sont calculées.
- ▶ Décrire les inconvénients des subventions énergétiques.
- ▶ Mettre en évidence les obstacles éventuels à une réforme des subventions des carburants.
- ▶ Élaborer une stratégie de réforme efficace s'inspirant des enseignements de l'expérience d'autres pays.
- ▶ Utiliser des outils adaptés pour définir les subventions aux produits pétroliers, estimer l'effet d'une réforme des produits pétroliers sur le bien-être des ménages afin d'éclairer l'élaboration des mesures de compensation, et guider le choix d'autres mécanismes de tarification des combustibles.

## Renforcement des institutions budgétaires (RIB)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des départements de gestion de la dette ou des services de planification financière des ministères sectoriels.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une solide expérience de la politique budgétaire, des dossiers macroéconomiques ou de la budgétisation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle des institutions budgétaires comme les cadres budgétaires à moyen terme, la budgétisation de haut en bas, la budgétisation à moyen terme, la gestion de trésorerie et de la

dette, les institutions budgétaires indépendantes et le caractère exhaustif du budget, ainsi que leur importance pour la discipline budgétaire.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Expliquer et décrire l'importance des institutions budgétaires pour une gestion moderne des finances publiques.
- ▶ Résumer et analyser les points forts et les faiblesses des institutions budgétaires de leur pays par rapport à celles d'autres pays de la région.
- ▶ Résumer les facteurs intervenant dans le choix qui entourent l'élaboration des lois sur la responsabilité budgétaire, les règles budgétaires et les institutions budgétaires indépendantes.
- ▶ Expliquer et analyser les principales techniques employées pour mesurer les risques budgétaires et les mesures à prendre, ainsi que les choix à faire pour gérer les risques budgétaires.
- ▶ Décrire et résumer les principales caractéristiques du *Code de transparence des finances publiques* et du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI.

## Renforcement des institutions budgétaires et gestion des risques budgétaires (RBR)

**PUBLIC VISÉ :** Fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur des ministères des finances, du Trésor, des organismes de gestion de la dette, des ministères de l'économie, des autorités comptables ou des cellules de planification financière des ministères dépendants.

**QUALIFICATIONS REQUISES :** Les participants doivent avoir une expérience solide de la politique budgétaire, de la macroéconomie, de la gestion des risques budgétaires, de la gestion du Trésor ou de la budgétisation.

**DESCRIPTION DU COURS :** Ce cours, animé par le Département des finances publiques du FMI, examine le rôle des institutions budgétaires dans l'identification et la gestion des risques budgétaires. Il traite notamment des principales institutions qui aident les pouvoirs publics à mieux comprendre le type et l'ampleur des risques auxquels ils sont confrontés, ainsi que la probabilité qu'ils surviennent. Il examine comment les pouvoirs publics peuvent adopter les dispositifs institutionnels nécessaires pour atténuer les risques, et dans quelle mesure on peut, en identifiant et en quantifiant les risques, contribuer à la transparence budgétaire. Le cours donnera également l'occasion d'examiner le *Code de transparence des finances publiques*, l'*Évaluation de la transparence des finances publiques* et le *Manuel sur la transparence des finances publiques*, ainsi que les recherches réalisées récemment par le FMI sur l'identification et la gestion des risques budgétaires.

**OBJECTIFS DU COURS :** À l'issue de ce cours, les participants devraient pouvoir :

- ▶ Décrire, expliquer et illustrer les principaux risques budgétaires et engagements conditionnels liés à la formulation des politiques budgétaires.
- ▶ Décrire le rôle des principales institutions budgétaires dans la gestion des risques budgétaires.
- ▶ Cerner les principaux risques budgétaires auxquels un pays peut être confronté.
- ▶ Hiérarchiser et évaluer l'importance de chaque type de risque budgétaire.
- ▶ Calculer l'impact des principaux risques macroéconomiques et des autres risques budgétaires.
- ▶ Préparer un état des principaux risques budgétaires.

# Directives en matière de sélection et parrainage



Les processus de sélection donnent priorité aux candidats dont l'activité professionnelle se rapporte directement aux sujets abordés dans les différents cours. Les cours qui se déroulent au siège et dans les centres et programmes régionaux de formation du FMI s'adressent plutôt aux fonctionnaires des ministères des finances, de l'économie ou du plan, ainsi que des banques centrales et des offices statistiques.

S'agissant des cours sur les statistiques macroéconomiques, la priorité est donnée aux statisticiens. Le FMI ne peut pas donner suite aux demandes d'admission de candidats employés par des entreprises privées ou des institutions non gouvernementales (banques commerciales, universités ou syndicats, par exemple).

Tous les candidats doivent soumettre un formulaire d'inscription valide qui certifie qu'ils sont approuvés officiellement par l'organisme qui les parraine et qu'ils ont reçu l'approbation pour représenter cet organisme. Les organismes publics doivent s'abstenir de présenter ou de parrainer des candidats qui ne répondent pas aux critères de formation ou d'utilité professionnelle, ou qui ne maîtrisent pas la langue dans laquelle le cours est dispensé ou, le cas échéant, interprété.

L'organisme qui parraine un candidat est tenu de certifier que, pendant la durée du cours, le candidat, s'il est admis, bénéficiera d'un congé avec traitement normal, ne sera chargé d'aucune autre fonction ou mission, et qu'à son retour, il occupera le même poste ou un poste comportant au moins les mêmes responsabilités.

## **CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ CONCERNANT LES CANDIDATS AYANT DÉJÀ SUIVI DES COURS :**

Étant donné la forte demande de formation, la participation antérieure à d'autres cours est prise en compte dans l'examen des candidatures pour les formations sur place :

- ▶ Les personnes ayant participé à des cours organisés au siège du FMI (HQ) doivent généralement attendre deux ans avant de pouvoir se porter candidats à un autre cours au siège.
- ▶ Les participants à un cours dispensé dans un centre ou programme de formation ne sont généralement pas autorisés à suivre le même cours dans un autre centre ou programme.

## **DIRECTIVES EN MATIÈRE DE SÉLECTION POUR LA FORMATION EN LIGNE :**

Les cours en ligne sont offerts à titre gracieux et sont accessibles à tous les fonctionnaires des pays membres du FMI, et il n'y a aucune restriction quant au nombre de personnes qui peuvent y participer.

**CANDIDATS AUTOFINANCÉS :** Si leur candidature est acceptée, les candidats d'organismes internationaux ou de pays avancés qui demandent à participer à un cours offert dans nos centres ou programmes régionaux de formation seront considérés comme participants autofinancés. La participation du personnel local des bureaux des représentants résidents du FMI à un cours offert par un centre ou programme régional de formation sera également autofinancée. En revanche, ce personnel peut participer aux cours organisés au siège du FMI selon les modalités normales.

La participation à titre autofinancé donne accès au même contenu et aux mêmes activités, mais tous les coûts connexes (frais de logement et de déplacement et allocations journalières) doivent être pris en charge par l'organisme qui parraine.

# Thèmes des cours

Le tableau des THÈMES couverts offre un aperçu des cours classés par grands domaines. Cette ventilation aidera les participants potentiels à trouver les sujets qui pourraient les intéresser en fonction de leurs responsabilités particulières.

## DÉPARTEMENT<sup>1</sup> THÈME/INTITULÉ DU COURS

### POLITIQUES RELATIVES AU SECTEUR FINANCIER

IDC	Analyse des marchés financiers (AMFx)
IDC	Développement financier et inclusion financière (DFIF)
IDC	Marchés et instruments financiers (MIF)
IDC	Politiques relatives au secteur financier (PSF)
IDC	Surveillance du secteur financier (SSF)

### POLITIQUE BUDGÉTAIRE

IDC	Analyse de viabilité de la dette (AVDx)
IDC	Analyse des politiques budgétaires (APB)
IDC	Cadres budgétaires (CB)
IDC	Viabilité budgétaire (VB)
IDC	Viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (VGPx)

### ANALYSE MACROÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

IDC	Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE (DSGE)
IDC	Analyse et prévisions macroéconomiques (APM)
IDC	Diagnostics macroéconomiques (DMx)
IDC	Diagnostics macroéconomiques (DM)
IDC	Prévision macroéconomique (PMx)
IDC	Programmation et politiques financières, première partie : analyse des comptes macroéconomiques (PPF.1x)
IDC	Programmation et politiques financières, deuxième partie : conception des programmes (PPF.2x)
IDC	Programmation et politiques financières (PPF)

### QUESTIONS JURIDIQUES

LEG	Aspects juridiques des institutions financières internationales (AJIF)
LEG	Atelier sur l'insolvabilité des entreprises et des ménages (IEM)
LEG	Cadre juridique des banques centrales (CJBC)
LEG	Cadres juridiques de la gestion des finances publiques (CJG)
LEG	Cadres juridiques de la supervision et résolution bancaires (CJSR)
LEG	Conception de cadres juridiques adaptés à la région Asie-Pacifique (DFM)
LEG	Mise en application des normes internationales de LBC/FT (LBC)
LEG	Questions actuelles liées à l'élaboration du droit fiscal intéressant le Moyen-Orient (DFM)
LEG	Questions liées au droit budgétaire et à la gouvernance (DFG)

DÉPARTEMENT<sup>1</sup> THÈME/INTITULÉ DU COURS

## STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

STA	Comptes nationaux trimestriels (CNT)
STA	Établissement des statistiques de la balance des paiements (SBP)
STA	Indicateurs à haute fréquence de l'activité économique (IAE)
STA	Indicateurs de solidité financière (ISF)
STA	Indices de prix de l'immobilier résidentiel (IPIR)
STA	Normes internationales de données dans les plateformes OpenData nationales (NID)
STA	Statistiques de commerce international de biens et services (SCI)
STA	Statistiques de comptabilité nationale (SCN)
STA	Statistiques de finances publiques (SFP)
STA	Statistiques de finances publiques – Cours avancé (SFP-A)
STA	Statistiques de la dette du secteur public (SDP)
STA	Statistiques de position transfrontalière (SPT)
STA	Statistiques des prix (SP)
STA	Statistiques monétaires et financières – Cours avancé (SMF-A)
STA	Statistiques monétaires et financières – Cours d'introduction (SMF-I)
STA	Statistiques sur les titres de dette (STD)

## POLITIQUES MONÉTAIRES, DE CHANGE ET DU COMPTE DE CAPITAL

IDC	Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (AMPM)
IDC	Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques (APM)
IDC	Politique de change (PC)
IDC	Politique monétaire (PM)



DÉPARTEMENT<sup>1</sup> THÈME/INTITULÉ DU COURS

## SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER

<b>MCM</b>	Analyse des risques macrofinanciers systémiques (ARMS)
<b>MCM</b>	Classification et provisionnement des actifs du point de vue prudentiel et sous l'angle des IFRS (CPAP)
<b>MCM</b>	Contrôle bancaire basé sur les risques (CBR)
<b>MCM</b>	Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (ECB)
<b>MCM</b>	Gestion de la dette dans les pays du CCG (GD-CCG)
<b>MCM</b>	Infrastructure des marchés financiers et fintech (IMFF)
<b>MCM</b>	Questions actuelles liées à la réglementation et au contrôle des banques (RCB)
<b>MCM</b>	Restructuration et résolution des banques (RRB)
<b>MCM</b>	Tests de résistance macroéconomiques (TRM)

## ÉVALUATION DES SAUVEGARDES

<b>FIN</b>	Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales (ESBC)
------------	---

## COURS SPÉCIALISÉS

<b>ICD</b>	Croissance inclusive (CI)
<b>ICD</b>	Diagnostic des vulnérabilités (DV)
<b>ICD</b>	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPRx)
<b>ICD</b>	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)
<b>ICD</b>	Problématique économique de l'intégration régionale (PEI)
<b>ICD</b>	Réforme des subventions énergétiques (RSEx)

## QUESTIONS SPÉCIALISÉES DE FINANCES PUBLIQUES

<b>FAD</b>	Analyse et prévision budgétaires (APB)
<b>FAD</b>	Cadres budgétaires à moyen terme, règles budgétaires et conseils budgétaires : options pour assurer la viabilité des finances publiques (CBMT)
<b>FAD</b>	Gestion des finances publiques (GFPx)
<b>FAD</b>	Institutions et discipline budgétaires (IDB)
<b>FAD</b>	Politique et administration fiscales : théorie et pratique (PAFT)
<b>FAD</b>	Réforme des subventions aux produits pétroliers (RSP)
<b>FAD</b>	Renforcement des institutions budgétaires (RIB)
<b>FAD</b>	Renforcement des institutions budgétaires et gestion des risques budgétaires (RBR)

<sup>1</sup>Sigles et abréviations des différents départements du FMI : Département des finances publiques (FAD); Département financier (FIN); Institut pour le développement des capacités (IDC); Département juridique (LEG); Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM); Département des statistiques (STA).



**INTERNATIONAL MONETARY FUND**

700 19th Street, NW

Washington, DC 20431

USA

Courriel : [icdinfo@imf.org](mailto:icdinfo@imf.org)

Web : [www.imf.org/capacitydevelopment](http://www.imf.org/capacitydevelopment)

Réseaux sociaux : #IMFCapDev